

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204282]

**15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 20 et 87, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

Vu l'avis du Conseil de la Politique scientifique, donné le 24 mars 2014 et entériné le même jour par le Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 4 avril 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a la recherche dans ses attributions et du Ministre de l'Economie,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie est abrogé.

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par « Gouvernement », « recherche industrielle », « recherche appliquée », « développement expérimental », « innovation de procédé », « innovation d'organisation », « innovation responsable », « guidance technologique », « veille technologique », « développement durable », « équipement exceptionnel », « preuve de principe », « petite entreprise », « moyenne entreprise », « grande entreprise », « entreprise non autonome de taille restreinte », « entreprise », « organisme de recherche », « unité universitaire », « unité de haute école », « jeune entreprise innovante », « centre de recherche », « Institut de recherche agréé » et « partenariat d'innovation », ces termes tels que les définit le décret. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, l'intitulé du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« De l'agrément des Instituts de recherche ».

**Art. 4.** Dans l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « centre » est remplacé par le mot « Institut ».

**Art. 5.** L'article 3 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Si les centres de recherche membres d'un Institut de recherche lui ont transféré, par suite d'une dissolution sans liquidation, l'intégralité de leur patrimoine, le respect des conditions d'agrément est évalué au niveau de l'Institut.

Si les centres de recherche membres d'un Institut de recherche ne lui ont pas transféré l'intégralité de leur patrimoine, le respect des conditions d'agrément est évalué au niveau des centres de recherche. ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

« Art. 3/1. L'Institut de recherche agréé est composé au minimum d'un centre de recherche.

Les centres de recherche agréés en vertu du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies peuvent être membres des Instituts de recherche agréés.

Pour qu'un centre de recherche non agréé en vertu du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies puisse intégrer un Institut de recherche agréé en tant que membre bénéficiant de l'agrément, il doit répondre aux conditions d'obtention de l'agrément visées aux articles 4 à 11. Le respect des conditions visées aux articles 4 à 11 est vérifié par la Commission d'agrément et validé par le Gouvernement.

Les personnes physiques ou les personnes morales ne répondant pas à la définition de centre de recherche au sens de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret peuvent faire partie d'un Institut de recherche agréé. Cependant, elles ne bénéficient pas de son agrément et ne profitent ni directement, ni indirectement des subsides qui y sont conditionnés.

Le nombre total d'Instituts bénéficiaires de l'agrément ne peut pas dépasser dix. Ce nombre est porté à 22 jusqu'à l'octroi d'un nouvel agrément aux Instituts de recherche, lequel doit être demandé au plus tard le 3 avril 2015. Les centres de recherche agréés en vertu du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies sont assimilés à des Instituts de recherche en l'attente de l'octroi d'un nouvel agrément, et restent éligibles aux aides visées par le décret. ».

**Art. 7.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. L'Institut de recherche et, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres qui en sont membres, dispose d'une personnalité juridique propre, l'Institut prenant la forme d'une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002. Ces associations sans but lucratif sont constituées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2015. ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 3 du Chapitre premier du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« La réalisation d'activités à finalité appliquée ou industrielle ».

**Art. 9.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. L'Institut de recherche ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres, a pour but ou objet social la réalisation d'activités de recherche, de support à l'innovation et de services à finalité appliquée ou industrielle, qui, à la fois:

1° relèvent essentiellement de la recherche appliquée ou industrielle ou du développement expérimental;

2° sont susceptibles d'intéresser des entreprises confrontées aux besoins d'un secteur ou d'un domaine;

3° font dans une mesure significative l'objet de collaborations ou de partenariats avec les entreprises et les universités ou les hautes écoles;

4° visent en priorité les entreprises auxquelles l'Institut ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, les centres de recherche qui en sont membres, peut apporter une valeur ajoutée;

5° ont pour effet de développer et d'entretenir son savoir-faire et son socle de compétences;

6° relèvent du suivi des progrès scientifiques et technologiques en se tenant en permanence informés des progrès scientifiques et techniques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de leur compétence et qui présentent un haut potentiel d'innovations;

7° font dans une mesure significative l'objet de participations aux programmes-cadres européens ou à d'autres programmes internationaux.

Pour les activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les centres de recherche prennent régulièrement des contacts avec les entreprises afin de leur proposer leurs services en l'espèce ».

**Art. 10.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 4 du chapitre premier du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« Les activités de guidance, de transferts et d'audits technologiques ».

**Art. 11.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. L'Institut de recherche ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres qui en sont membres, réalise pour les entreprises sollicitant son expertise scientifique ou technique dans les domaines relevant de leur compétence, avec ses propres moyens humains et matériels, des activités de guidance et de transfert de connaissances sous la forme de prestations de services qui consistent en des audits technologiques liés à des procédés ou produits, ou sous la forme de conseils pour l'orientation des entreprises vers des compétences technologiques, y compris celles qu'offrent les autres Instituts, les unités universitaires ou les unités de hautes écoles. ».

**Art. 12.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 5 du Chapitre premier du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« La constitution d'un conseil d'administration ».

**Art. 13.** L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le conseil d'administration de l'Institut de recherche comprend au moins 50 pour cent de représentants des entreprises, avec une répartition équilibrée, en fonction du secteur, entre petites et moyennes entreprises d'une part, et grandes entreprises d'autre part. Les représentants des entreprises sont :

1° des personnes qui exercent des fonctions de recherche ou de direction dans des entreprises d'un secteur ou d'un domaine visé par l'Institut;

2° des personnes présentées conjointement par les membres du conseil d'administration visés au 1°, parmi lesquelles au minimum un représentant des fédérations sectorielles concernées.

Le conseil d'administration comporte plus de personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, que de personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

Le conseil d'administration comprend au moins un représentant de chacun des centres de recherche membres de l'Institut.

La présidence du conseil d'administration est dévolue à un représentant des entreprises ou est instaurée selon le principe de l'alternance de mandat entre le représentant des entreprises et les autres membres.

Le conseil d'administration peut constituer en son sein un comité technique chargé de valider et de lui communiquer les activités de recherche, de veille technologique et de guidance technologique à réaliser. La communication respecte l'intérêt de l'Institut de recherche et de ses entreprises partenaires ou clientes en matière de confidentialité.

Le conseil d'administration accueille un observateur de l'Administration. ».

**Art. 14.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. Dans le cas, dûment justifié auprès de la Commission d'agrément, où les conditions de constitution du conseil d'administration reprises à l'article 7 ne peuvent être respectées :

1° le conseil d'administration de l'Institut de recherche est composé d'au moins un représentant de chacun des centres de recherche qui en sont membres;

2° le conseil d'administration ou le comité permanent de chacun des centres de recherche membres de l'Institut de recherche respecte les conditions visées à l'article 7, alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5 et 6. ».

**Art. 15.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 6 du Chapitre premier du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« La tenue d'une comptabilité générale et analytique ».

**Art. 16.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Le centre de recherche tient une comptabilité analytique de ses activités. » est remplacée par la phrase « L'Institut de recherche ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres, tient une comptabilité générale et analytique de ses activités. »;

b) à l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° permet notamment de vérifier l'affectation des aides et des interventions publiques dont l'Institut de recherche ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres qui en sont membres, bénéficie, ainsi que le fait que le prix des services rendus aux entreprises est conforme aux règles du marché. ».

**Art. 17.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 7 du Chapitre premier du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« Siège social et sièges d'activité en Région wallonne ».

**Art. 18.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Dans le cas visé à l'article 3, alinéa 2, l'Institut de recherche a son siège social et un ou plusieurs sièges d'activités sur le territoire de la Région wallonne. Dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, l'Institut a son siège social sur le territoire de la Région wallonne et chacun des centres de recherche qui en sont membres dispose d'au moins un siège d'activité sur le territoire de la Région wallonne, sauf s'il relève de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement des centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des différentes branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique. »

**Art. 19.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. L'Institut de recherche ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres, dispose d'une capacité d'autofinancement et d'une santé financière suffisantes pour assurer les contreparties financières liées à ses activités de services ou de recherche, et pour contribuer à l'entretien et au renouvellement des équipements et du matériel nécessaires à ses activités.

Les recettes de l'Institut de recherche ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, de chacun des centres de recherche qui en sont membres, liées à l'activité appliquée ou industrielle, à l'activité de recherche ou d'expertises publiques et aux cotisations, hors financements de la Région wallonne, sont supérieures à 50 pour cent des ressources globales. Cet objectif est atteint dans un délai de deux ans si le coefficient R, défini dans l'annexe du présent arrêté, est supérieur à 30 pour cent, ces délais prenant cours au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Le coefficient R constitue un repère indicatif pour la Commission d'agrément. Elle évalue ce critère en le situant dans le cadre global de la situation financière de l'Institut ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, des centres de recherche qui en sont membres. Il sera notamment tenu compte du financement par le Gouvernement de bâtiments ou d'équipements exceptionnels, et de la présence comme source de financement d'un système de cotisations. Ce critère ne peut être un obstacle à la participation active des Instituts dans les programmes régionaux, en ce compris les programmes en co-financement européen. ».

**Art. 20.** L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. A l'appui de la demande d'agrément, l'Institut de recherche remet un plan décrivant la vision stratégique commune et les actions qu'il envisage de mener au cours des 36 prochains mois pour participer au développement économique, social et environnemental de la Région wallonne.

Ce plan comprend également l'engagement de l'Institut de recherche à respecter les conditions de maintien prévues aux articles 13 à 17 du présent arrêté, ainsi que la description des moyens mis en œuvre pour y arriver.

Le plan, approuvé par le Conseil d'administration de l'Institut de recherche, est actualisé annuellement et transmis à l'Administration. ».

**Art. 21.** Dans l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont introduites :

1<sup>o</sup> les mots « le centre de recherche » sont remplacés par les mots « l'Institut de recherche agréé »;

2<sup>o</sup> le mot « cinq » est remplacé par le mot « quatre ».

**Art. 22.** Dans l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « Le centre de recherche » sont remplacés par les mots « L'Institut de recherche agréé »;

2<sup>o</sup> les mots « et de celles des centres de recherche qui en sont membres » sont insérés entre les mots « divers types d'activités » et les mots « . Ce rapport »;

3<sup>o</sup> les mots « ou du comité permanent » sont abrogés.

**Art. 23.** Dans l'article 14 du même arrêté, les mots « le centre de recherche » sont remplacés par les mots « l'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres ».

**Art. 24.** L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. L'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres, organise ses activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises, et principalement des petites et moyennes entreprises.

A cet effet, il développe des outils appropriés, notamment en concertation avec l'Agence de l'Entreprise et de l'Innovation et avec l'Administration. ».

**Art. 25.** Dans le Titre II, Chapitre II du même arrêté, la section 5 comportant l'article 16, est abrogée.

**Art. 26.** Dans l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « Le centre de recherche » sont remplacés par les mots « L'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres, »;

2<sup>o</sup> le mot « centres » est remplacé par le mot « Instituts »;

3<sup>o</sup> les mots « des progrès visés à l'article 6 » sont abrogés.

**Art. 27.** Dans l'article 22 du même arrêté, le mot « deux » est remplacé par le mot « une ».

**Art. 28.** Dans l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le centre » sont remplacés par les mots « L'Institut »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « dans les cinq jours » et les mots « qui suivent sa réception »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots « du centre » sont remplacés par les mots « de l'Institut »;

4<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots « le centre » sont remplacés par les mots « l'Institut »;

5<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots « les vingt jours qui suivent » sont chaque fois remplacés par « le mois qui suit ».

**Art. 29.** L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Dans les deux mois qui suivent la réception de la demande d'agrément complète, l'Administration adresse à la Commission d'agrément un rapport qui comprend une copie de la demande d'agrément et une note de synthèse.

Lors de sa première ou de sa deuxième réunion suivant la réception du rapport de l'Administration, la Commission d'agrément élabore la proposition visée à l'article 76 du décret.

Dans les cinq jours ouvrables qui suivent la réunion lors de laquelle elle a élaboré sa proposition, la Commission d'agrément l'adresse à l'Institut de recherche. Dans le mois qui suit la réception de la proposition, l'Institut de recherche peut adresser à la Commission d'agrément un exposé écrit des raisons pour lesquelles il estime ne pouvoir marquer son accord sur sa teneur.

Dans les cinq jours ouvrables qui suivent, soit la réception de l'exposé visé à l'alinéa 3, soit l'expiration du délai d'un mois visé au même alinéa, la Commission d'agrément adresse sa proposition au Ministre, accompagnée de l'éventuel exposé de l'Institut de recherche. Ce délai de cinq jours ouvrables est porté à un mois si la Commission d'agrément adresse au Ministre une proposition significativement modifiée en fonction dudit exposé. ».

**Art. 30.** L'article 27 du même article est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. Le Gouvernement, sur la proposition du Ministre, statue sur la demande d'agrément.

Lorsque le Gouvernement statue positivement sur la demande d'agrément, le Ministre adopte un arrêté d'agrément.

Lorsque le Gouvernement statue négativement sur la demande d'agrément, le Ministre ou l'Administration en informe l'Institut de recherche par envoi recommandé ou par tout envoi conférant date certaine. ».

**Art. 31.** Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « du centre » sont remplacés par les mots « de l'Institut ».

**Art. 32.** Dans l'article 29 du même arrêté, les mots « deux centres de recherche agréés » sont remplacés par les mots « plusieurs centres de recherche agréés en vertu du décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies ».

**Art. 33.** Dans l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le centre de recherche agréé fait » sont remplacés par « L'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé par l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres fait »;

2° la phrase « Ces audits sont réalisés par des experts indépendants. » est abrogée.

**Art. 34.** Dans l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « du centre de recherche » sont chaque fois remplacés par « de l'Institut de recherche agréé »;

2° le mot « précédant » est remplacé par le mot « précédent ».

**Art. 35.** L'article 32 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. L'agrément de l'Institut de recherche peut être retiré totalement ou partiellement :

1° si un audit visé aux articles 29, 30 et 31 fait apparaître que l'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, l'un des centres de recherche qui en sont membres ne répond plus à une des conditions d'obtention d'agrément visées aux articles 4 à 11;

2° si l'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, l'un des centres de recherche qui en sont membres, persiste à ne pas respecter une ou plusieurs des conditions de maintien de l'agrément visées aux articles 13 à 17. ».

**Art. 36.** Dans l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « soixante jours » sont remplacés par les mots « deux mois »;

2° les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Dans les cinq jours ouvrables qui suivent la réunion lors de laquelle elle a élaboré sa proposition, la Commission d'agrément l'adresse à l'Institut de recherche agréé. Dans le mois qui suit la réception de la proposition, l'Institut de recherche agréé peut adresser à la Commission d'agrément un exposé écrit des raisons pour lesquelles il estime ne pouvoir marquer son accord sur sa teneur.

Dans les cinq jours ouvrables qui suivent, soit la réception de l'exposé visé à l'alinéa 3, soit l'expiration du délai d'un mois visé au même alinéa, la Commission d'agrément adresse sa proposition au Ministre, accompagnée de l'éventuel exposé de l'Institut de recherche agréé. Ce délai de cinq jours ouvrables est porté à un mois si la Commission d'agrément adresse au Ministre une proposition significativement modifiée en fonction dudit exposé. ».

**Art. 37.** L'article 34 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Le Gouvernement, sur la proposition du Ministre, statue sur le retrait total ou partiel de l'agrément d'un Institut de recherche agréé.

Dans le cas visé à l'article 32, 2°, le Gouvernement peut uniquement retirer l'agrément que si le non-respect d'une ou plusieurs des conditions de maintien d'agrément persiste à l'expiration des trois mois qui suivent une mise en demeure que l'Administration a adressée à l'Institut de recherche agréé par envoi recommandé ou par tout envoi conférant date certaine.

Le retrait d'agrément total ou partiel d'un Institut de recherche agréé peut uniquement être prononcé au terme d'un débat contradictoire. ».

**Art. 38.** Dans l'article 35 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « centre » est remplacé par le mot « Institut »;

2° les mots « ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, des centres de recherche qui en sont membres, » sont insérés entre les mots « de recherche agréé » et les mots « et propose »;

3° les mots « centres de recherche » sont remplacés par les mots « Instituts de recherche agréés ».

**Art. 39.** L'article 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. Annuellement, la Commission analyse, sur la base du plan stratégique d'action prévu à l'article 11 et d'un relevé des ressources des Instituts ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, de chacun des centres de recherche qui en sont membres, réalisés par l'Administration en collaboration avec les Instituts de recherche agréés, les ressources de ceux-ci afin de vérifier leur capacité d'autofinancement visée à l'article 10. Dans ce cadre, les Instituts de recherche agréés lui transmettent tout document qu'elle juge utile à son analyse, dans les limites de la confidentialité imposées par les entreprises clientes des Instituts de recherche agréés. L'analyse est transmise au Ministre. ».

**Art. 40.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 36/1 rédigé comme suit :

« Art. 36/1. La Commission d'agrément est chargée de revoir les coefficients repris à l'article 10 et dans l'annexe pour analyser la capacité d'autofinancement et de la santé financière des Instituts ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, des centres de recherche qui en sont membres. Il sera notamment tenu compte du financement par le Gouvernement de bâtiments ou d'équipements exceptionnels, et de la présence comme source de financement d'un système de cotisations. Les coefficients proposés ne pourront constituer un obstacle à la participation active des Instituts dans les programmes régionaux, en ce compris les programmes en co-financement européen.

La Commission d'agrément débute ce travail de révision au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2014. Elle propose au Gouvernement, qui les valide, les nouveaux coefficients visés à l'alinéa précédent. Les coefficients revus à l'issue de la procédure sont utilisés pour l'octroi des nouveaux agréments aux Instituts de recherche. ».

**Art. 41.** Dans le même arrêté, il est inséré un Titre II/1 comportant l'article 36/2, rédigé comme suit :

« Titre II/1. Critères d'éligibilité pour les organismes de recherche.

Art. 36/2. La première fois qu'un organisme de recherche souhaite bénéficier d'une subvention, il introduit une demande formelle auprès du Ministre.

Pour être éligible aux aides visées par le décret, l'organisme de recherche doit répondre aux trois critères suivants :

1<sup>o</sup> justifier d'au moins 3 publications scientifiques dans une revue scientifique avec comité de lecture dans les 5 dernières années;

2<sup>o</sup> se tenir informé des progrès scientifiques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de sa compétence et en lien avec le thème concerné;

3<sup>o</sup> avoir pour but ou objet social la réalisation d'activités de recherche.

La conformité aux critères est vérifiée par l'Administration qui remet un avis au Ministre.

Le Ministre demande l'avis conforme du Conseil de la Politique scientifique. Il présente ces avis au Gouvernement wallon, qui décide si l'organisme de recherche est éligible aux subventions portant sur ses activités de recherche appliquée ou de recherche industrielle. ».

**Art. 42.** Dans l'article 37 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « technologiques » et « technologique » sont chaque fois abrogés;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le 1<sup>o</sup> est complété par les mots « , social et environnemental ».

**Art. 43.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 2 du Chapitre premier du Titre IV est remplacé par ce qui suit :

« La qualité, la faisabilité et la pertinence du projet ».

**Art. 44.** Dans l'article 39 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« La qualité, la faisabilité et la pertinence du projet sont évaluées par rapport aux besoins socio-économiques de la Région wallonne. ».

**Art. 45.** Dans l'article 40 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « appliquée ou » sont insérés entre les mots « activités de recherche » et les mots « industrielle ou de développement »;

2<sup>o</sup> les mots « et sociales » sont insérés entre les mots « retombées économiques » et les mots « , la capacité du promoteur »;

3<sup>o</sup> les mots « ou d'un besoin sociétal à rencontrer » sont insérés entre les mots « un marché lucratif » et les mots « , les perspectives d'exploitation ».

**Art. 46.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 4 du Chapitre premier du Titre IV est remplacé par ce qui suit :

« La contribution au développement durable ».

**Art. 47.** L'article 41 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41. La contribution de chaque projet au développement durable, tel que défini par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, est évalué. L'évaluation porte ainsi sur la prise en compte intégrée des impacts sociaux, environnementaux et économiques du projet à court et à long terme. ».

**Art. 48.** Dans l'article 42 du même arrêté, les mots « appliquée ou » sont insérés entre les mots « activités de recherche » et les mots « industrielle ou de développement ».

**Art. 49.** Dans le même arrêté, est inséré l'article 43/1 rédigé comme suit :

« Art. 43/1. Lorsque le projet porte sur des activités de recherche appliquée ou industrielle ou de développement expérimental, l'impact du projet de recherche sur l'emploi est évalué. L'évaluation de l'impact porte sur l'emploi créé ou maintenu grâce au projet de recherche, et tient compte des risques inhérents à la recherche. ».

**Art. 50.** Dans l'article 44, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les tirets sont respectivement remplacés par des « 1<sup>o</sup> », « 2<sup>o</sup> », « 3<sup>o</sup> », « 4<sup>o</sup> » et « 5<sup>o</sup> »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> tiret ancien devenant 1<sup>o</sup> et à l'alinéa 3, les mots « appliquée ou » sont insérés entre les mots « activités de recherche » et le mot « industrielle ».

**Art. 51.** Dans le même arrêté, l'intitulé du Chapitre III du Titre IV est remplacé par ce qui suit :

« Critères d'évaluation supplémentaires spécifiques aux organismes de recherche, aux unités universitaires et aux unités de haute école ».

**Art. 52.** Dans le même arrêté, l'intitulé du Chapitre IV du Titre IV est remplacé par ce qui suit :

« Critères d'évaluation supplémentaires spécifiques aux Instituts de recherche agréés ».

**Art. 53.** Dans l'article 46 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du centre de recherche agréé » sont remplacés par les mots « de l'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, de chacun des centres de recherche qui en sont membres »;

2° à l'alinéa 2, les mots « est également évaluée » sont remplacés par les mots « sont également évaluées ».

**Art. 54.** Dans l'article 48 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « soixante jours » sont remplacés par les mots « deux mois »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « non-technologiques, sociaux, » sont insérés entre les mots « technologiques, » et les mots « industriels ou autres »;

3° à l'alinéa 2, le mot « technologique » est abrogé;

4° à l'alinéa 2, les mots « dont un expert en développement durable » sont insérés après les mots « et d'experts internationaux ».

**Art. 55.** Dans l'article 49 du même arrêté, le mot « calendrier » est inséré entre les mots « dans les dix jours » et les mots « et mentionnant la date ».

**Art. 56.** Dans l'article 51 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'Administration évalue les projets selon les critères fixés dans l'appel à projets, avec l'aide éventuelle d'autres départements du Service public de Wallonie. Seul l'avis de l'Administration est transmis au jury. ».

**Art. 57.** Dans l'article 52 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « Après » est remplacé par les mots « Dans les trois semaines suivant la »;

2° le mot « technologique » est abrogé;

3° les mots « dans le mois qui suit la réception de la proposition du jury » sont insérés entre les mots « par le Gouvernement » et les mots « . Dans ce cas, ».

**Art. 58.** Dans l'article 53 du même arrêté, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « deux semaines ».

**Art. 59.** Dans l'article 54 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par ce qui suit :

« Lorsqu'un des promoteurs est un Institut de recherche agréé visé à l'article 3, alinéa 3, la convention est signée par cet Institut et chacun des centres de recherche qui en sont membres participant au projet ».

**Art. 60.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 2 du Chapitre V du Titre IV est remplacé par ce qui suit :

« Des demandes d'aides soumises à l'évaluation scientifique, technique, économique, d'emploi, financière et de développement durable, en dehors des appels à projets ».

**Art. 61.** Dans l'article 55 du même arrêté, le mot « calendrier » est inséré entre les mots « dans les dix jours » et les mots « et mentionnant la date ».

**Art. 62.** Dans l'article 56 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « les trente jours de » sont remplacés par les mots « le mois suivant »;

2° à l'alinéa 2, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « deux semaines »;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Chaque demande de renseignements complémentaires ouvre un nouveau délai de trente jours calendrier. Dans tous les cas, le délai total entre la date de l'accusé de réception du projet et la date à laquelle l'Administration dispose de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet ne peut pas dépasser deux mois. »;

4° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Il peut aviser l'Administration qu'il sollicite une prolongation de dépôt de dossier. La demande ne peut pas prolonger de plus de quatre mois le délai visé à l'alinéa 3. ».

**Art. 63.** Les articles 57 et 58 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 57. Dans un délai de deux mois à dater du moment où elle est en possession de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, l'Administration rédige une proposition motivée concernant l'octroi ou le refus de l'aide sollicitée, mentionnant notamment l'évaluation du projet suivant les critères généraux et spécifiques.

Art. 58. Pour tout projet faisant l'objet d'une aide d'un montant inférieur à 150.000 euros, l'Administration adresse au Ministre la proposition motivée.

Pour tout projet faisant l'objet d'une aide d'un montant égal ou supérieur à 150.000 euros, la proposition motivée est examinée par un collègue préalablement à sa transmission au Ministre. Le collègue est composé au minimum de deux membres de l'Administration et d'un représentant du Ministre. Le collègue adapte au besoin la proposition de décision motivée et l'adresse au Ministre.

Dans les trois semaines suivant la réception de la proposition, le Ministre remet une décision de principe à l'Administration, qui en informe le promoteur. Dans les deux semaines à dater de la réception de la décision de principe du Ministre, le promoteur peut adresser à l'Administration un exposé des raisons pour lesquelles il sollicite une réouverture du dossier.

L'Administration rédige une note complémentaire et la transmet, ainsi que l'exposé du promoteur, au Ministre qui peut décider de revoir sa décision en fonction des éléments nouveaux apportés au dossier. ».

**Art. 64.** Dans l'article 59 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Si le Ministre décide d'octroyer une aide, l'Administration rédige un projet de convention régissant les rapports entre la Région et le promoteur, dans le respect du décret et du présent arrêté. Lorsque le promoteur est un Institut visé à l'article 3, alinéa 3, la convention est signée par cet Institut et les centres de recherche qui en sont membres participant au projet. »

**Art. 65.** Dans l'article 60 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans un délai de trente jours calendrier à dater de la décision du Ministre d'octroyer une aide, l'Administration adresse au promoteur la décision motivée et, le cas échéant, le projet de convention visé à l'article 59. ».

**Art. 66.** Dans l'article 61 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de l'Economie » sont abrogés;

2° le mot « calendrier » est inséré entre les mots « dans les dix jours » et les mots « et mentionnant la date ».

**Art. 67.** Dans l'article 62 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'Administration de l'Economie » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration »;

2° aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « les trente jours de » sont remplacés par les mots « le mois suivant »;

3° à l'alinéa 2, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « deux semaines »;

4° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Chaque demande de renseignements complémentaires ouvre un nouveau délai de trente jours calendrier. Dans tous les cas, le délai total entre la date de l'accusé de réception du projet et la date à laquelle l'Administration dispose de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet ne peut pas dépasser deux mois. »;

5° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Il peut aviser l'Administration qu'il sollicite une prolongation de dépôt de dossier. La demande ne peut pas prolonger de plus de quatre mois le délai visé à l'alinéa 3. ».

**Art. 68.** Les articles 63 et 64 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 63. Dans un délai de deux mois à dater du moment où elle est en possession de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, l'Administration rédige une proposition motivée concernant l'octroi ou le refus de l'aide sollicitée, mentionnant notamment l'évaluation du projet suivant les critères généraux et spécifiques.

Art. 64. Pour tout projet faisant l'objet d'une aide d'un montant inférieur à 150.000 euros, l'Administration adresse au Ministre de l'Economie la proposition motivée.

Pour tout projet faisant l'objet d'une aide d'un montant égal ou supérieur à 150.000 euros, la proposition motivée est examinée par un collège préalablement à sa transmission au Ministre de l'Economie. Le collège est composé au minimum de deux membres de l'Administration et d'un représentant du Ministre de l'Economie. Le collège adapte au besoin la proposition de décision motivée et l'adresse au Ministre de l'Economie.

Dans les trois semaines suivant la réception de la proposition, le Ministre de l'Economie remet une décision de principe à l'Administration, qui en informe le promoteur. Dans les deux semaines à dater de la réception de la décision de principe du Ministre de l'Economie, le promoteur peut adresser à l'Administration un exposé des raisons pour lesquelles il sollicite une réouverture du dossier. L'Administration rédige une note complémentaire et la transmet, ainsi que l'exposé du promoteur, au Ministre de l'Economie qui peut décider de revoir sa décision en fonction des éléments nouveaux apportés au dossier. ».

**Art. 69.** Dans l'article 65 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Au besoin » sont remplacés par les mots « Si le Ministre de l'Economie décide d'octroyer une aide »;

2° les mots « l'Administration de l'Economie » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

**Art. 70.** Dans l'article 66 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans un délai de trente jours calendrier à dater de la décision du Ministre de l'Economie d'octroyer une aide, l'Administration adresse au promoteur la décision motivée et, le cas échéant, le projet de convention visé à l'article 65. »;

2° les mots « l'Administration de l'Economie » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

**Art. 71.** Dans le même arrêté, il est inséré un Titre IV/1 comportant l'article 69/1, rédigé comme suit :

« Titre IV/1. Des demandes d'aides visées à l'article 109 du décret

Art. 69/1. Les Chapitres I<sup>er</sup> à V du Titre IV et le Titre V sont applicables aux demandes d'aides.

Pour ce qui est des mécanismes autorisés et des taux maximum d'intervention, il s'agit de ceux fixés par l'Encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation (2006/C 323/01). ».

**Art. 72.** Dans l'article 72 du même arrêté, le mot « calendrier » est inséré entre les mots « les trente jours » et « suivant la période ».

**Art. 73.** Dans l'article 73 du même arrêté, le mot « calendrier » est inséré entre les mots « pas trente jours » et les mots « de toute : ».

**Art. 74.** Dans l'article 83 du même arrêté, le mot « technologique » est abrogé.

**Art. 75.** Dans l'article 84 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° d'élaborer des propositions de mesures favorisant la bonne articulation entre les aides que vise le décret, les autres aides relevant de la politique de la Région wallonne en matière de recherche, développement et innovation, et les aides relevant de la politique de la Région wallonne en matière de développement économique; »

2° dans le 11°, le mot « technologique » est abrogé.

**Art. 76.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 77.** Le Ministre qui a la Recherche dans ses attributions et le Ministre de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable, de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204282]

#### 15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 20 und 87, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

Aufgrund des am 24. März 2014 abgegebenen Gutachtens des Rats für die Wissenschaftspolitik, das am selben Tag vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region bestätigt worden ist;

Aufgrund des am 12. März 2014 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. April 2014 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Abgabe dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört, und des Ministers für Wirtschaft,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird Ziffer 5<sup>o</sup> gestrichen.

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses finden die Definitionen des Dekrets ebenfalls Anwendung auf die Begriffe "Regierung", "industrielle Forschung", "experimentelle Entwicklung", "Prozessinnovation", "betriebliche Innovation", "verantwortungsbewusste Innovation", "technologische Betreuung", "Technologieüberwachung", "nachhaltige Entwicklung", "außergewöhnliche Ausrüstung", "Grundsatzbeweis", "Kleinunternehmen", "Mittelunternehmen", "Großunternehmen", "unselbstständiges Unternehmen von geringer Größe", "Unternehmen", "Forschungseinrichtung", "Universitätseinheit", "Hochschuleinheit", "innovatives Jungunternehmen", "Forschungszentrum", "zugelassenes Forschungszentrum" und "Innovationspartnerschaft".

**Art. 3** - Die Überschrift von Titel II desselben Erlasses wird durch "Zulassung der Forschungsinstitute" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 3 Absatz 1 desselben Erlasses wird das Wort "Forschungszentrum" durch das Wort "Forschungsinstitut" ersetzt.

**Art. 5** - Artikel 3 desselben Erlasses wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn die Forschungszentren, die Mitglieder eines Forschungsinstituts sind, diesem infolge einer Auflösung ohne Liquidation ihr gesamtes Vermögen übertragen, wird die Erfüllung der Zulassungsbedingungen auf Ebene des Instituts beurteilt.

Wenn die Forschungszentren, die Mitglieder eines Forschungsinstituts sind, diesem nicht ihr gesamtes Vermögen übertragen haben, wird die Erfüllung der Zulassungsbedingungen auf Ebene der Forschungszentren beurteilt."

**Art. 6** - In denselben Erlass wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 3/1 - Das zugelassene Forschungsinstitut besteht aus mindestens einem Forschungszentrum.

Die kraft des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien zugelassenen Forschungszentren dürfen Mitglieder der zugelassenen Forschungsinstitute sein.

Ein nicht kraft des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien zugelassenes Forschungszentrum muss den in Art. 4 bis 11 angeführten Bedingungen für den Erhalt der Zulassung genügen, um in ein zugelassenes Forschungsinstitut als über die Zulassung verfügendes Mitglied aufgenommen zu werden. Die Einhaltung der Bedingungen gemäß Art. 4 bis 11 wird vom Zulassungsausschuss überprüft und von der Regierung bestätigt.



Die natürlichen oder juristischen Personen, die der Definition eines Forschungszentrums im Sinne von Artikel 10, § 1 des Dekrets nicht entsprechen, können trotzdem einem zugelassenen Forschungsinstitut angehören. Ihnen wird aber seine Zulassung nicht zuteil und sie haben weder direkt noch indirekt auf die dadurch bedingten Zuschüsse Anspruch.

Es können maximal zehn Institute über die Zulassung verfügen. Diese Gesamtzahl wird bis zur Erteilung an die Forschungsinstitute einer neuen Zulassung, welche spätestens am 3. April 2015 zu beantragen ist, auf 22 gebracht. Die kraft des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien zugelassenen Forschungszentren werden in Erwartung der neuen Zulassungserteilung Forschungsinstituten gleichgesetzt und bleiben gemäß dem Dekret bezuschussbar.“.

**Art. 7** - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 4 - Das Forschungsinstitut sowie - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes seiner Mitgliedszentren verfügt über eine eigene Rechtspersönlichkeit, wobei das Institut die Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gemäß dem durch Gesetz vom 2. Mai 2002 geänderten Gesetz vom 27. Juni 1921 hat. Diese Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht müssen bis zum 1. Januar 2015 gegründet werden.“.

**Art. 8** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 3 des ersten Kapitels von Titel II durch

“Durchführung von Aktivitäten mit industrieller oder angewandter Zweckbestimmung“ ersetzt.

**Art. 9** - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 5 - Das Forschungsinstitut oder - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist, hat die Durchführung von Forschungstätigkeiten und Aktivitäten der Innovationsförderung und die Erbringung von Dienstleistungen mit industrieller oder praktischer Zweckbestimmung zum Ziel bzw. Gesellschaftszweck, die zugleich

1° wesentlich in den Bereich der industriellen oder angewandten Forschung oder der experimentellen Entwicklung fallen,

2° für Unternehmen, die mit den Bedürfnissen eines Sektors oder eines bestimmten Fachbereichs konfrontiert sind, von Interesse sein könnten,

3° in bedeutendem Ausmaß Gegenstand von Zusammenarbeiten oder Partnerschaften mit den Unternehmen und den Universitäten bzw. Hochschulen sind,

4° als erstes auf Unternehmen ausgerichtet sind, für die das Institut oder in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 die Forschungszentren, die davon Mitglied sind, einen Mehrwert schaffen können,

5° die Entwicklung und Erhaltung seiner Fachkunde und seines Kompetenzkatalogs bewirken,

6° mit der Verfolgung der wissenschaftlichen und technologischen Fortschritte durch ständige Überwachung der in Belgien wie im Ausland erzielten wissenschaftlichen und technischen Fortschritte zusammenhängen, die in seine Fachbereiche mit hohem Innovationspotenzial fallen, und

7° in einem bedeutenden Ausmaß den Anlass zu Beteiligungen an europäischen Rahmenprogrammen oder ähnlichen internationalen Programmen bilden.

Was die in Absatz 1, Ziffer 6° genannten Tätigkeiten angeht, nehmen die Forschungszentren regelmäßig mit den Unternehmen Kontakt auf, um ihnen ihre Dienstleistungen im betreffenden Bereich anzubieten.“.

**Art. 10** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 4 des ersten Kapitels von Titel II durch

“Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung, der Technologietransfers und der technologischen Audits“ ersetzt.

**Art. 11** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 6 - Das Forschungsinstitut oder, in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3, jedes seiner Mitgliedszentren führt zugunsten der Unternehmen, die in einem oder mehreren seiner Fachbereiche seine wissenschaftliche bzw. technische Beratung in Anspruch nehmen möchten, Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung und des Wissenstransfers mit seinen eigenen Personal- und Sachmitteln aus, in der Form von Dienstleistungen, die in technologischen Audits in Bezug auf Verfahren oder Produkte bestehen, oder von Empfehlungen für die Orientierung der Unternehmen auf technologische Kompetenzen einschließlich deren, die von anderen Forschungszentren, Universitäts- oder Hochschuleinheiten angeboten werden.“.

**Art. 12** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 5 des ersten Kapitels von Titel II durch

“Zusammensetzung des Verwaltungsrats“ ersetzt.

**Art. 13** - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 7 - Der Verwaltungsrat des Forschungsinstituts umfasst zu mindestens 50 Prozent Vertreter der Unternehmen mit einer ausgewogenen Verteilung je nach Sektor von Klein- und Mittelunternehmen einerseits und von Großunternehmen andererseits. Diese Vertreter der Unternehmen sind

1° Personen, die in Unternehmen in einem Sektor bzw. Bereich, mit dem sich das Institut beschäftigt, Forschungs- oder Führungsfunktionen ausüben;

2° Personen, die gemeinsam von den in Ziffer 1° angeführten Verwaltungsratsmitgliedern vorgestellt werden, und von denen wenigstens eine die betroffenen Wirtschaftsverbände vertritt.

Der Verwaltungsrat umfasst mehr Personen gemäß Absatz 1 Ziffer 1° als Personen gemäß Absatz 1 Ziffer 2°.

Der Verwaltungsrat umfasst wenigstens einen Vertreter jedes Forschungszentrums, das Mitglied des Instituts ist.

Der Vorsitz des Verwaltungsrats steht einem Vertreter der Unternehmen zu oder wird gemäß dem Grundsatz der alternierenden Mandatsausübung zwischen dem Vertreter der Unternehmen und den anderen Mitgliedern geführt.

Der Verwaltungsrat kann einen technischen Ausschuss aus seiner Mitte bilden, der damit beauftragt wird, die durchzuführenden Aktivitäten im Bereich der Forschung, der Technologieüberwachung und der technologischen Betreuung gutzuheißen und dem Rat mitzuteilen. Diese Mitteilung nimmt hinsichtlich der Vertraulichkeit der Angaben auf die Interessen des Forschungszentrums und seiner Partner- oder Kundenunternehmen Rücksicht.

Zum Verwaltungsrat gehört schließlich auch ein Beobachter der Verwaltung.“.

**Art. 14** - In demselben Erlass wird ein Artikel 7/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 7/1 - In dem - bei dem Zulassungsausschuss ordnungsgemäß zu begründenden - Fall, wo die in Artikel 7 angegebenen Bedingungen bezüglich der Zusammensetzung des Verwaltungsrats unmöglich erfüllt werden können,

1° umfasst der Verwaltungsrat des Forschungsinstituts wenigstens einen Vertreter jedes Forschungszentrums, das davon Mitglied ist,

2° hat der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss jedes Forschungszentrums, das Mitglied des Forschungsinstituts ist, die Bedingungen gemäß Artikel 7 Absätze 1, 2, 4, 5 und 6 einzuhalten.“

**Art. 15** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 6 des ersten Kapitels von Titel II durch "Führung einer allgemeinen und analytischen Buchhaltung" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In Artikel 1 wird der Satz "Das Forschungszentrum führt eine analytische Buchhaltung über seine Aktivitäten." durch den Satz "Das Forschungsinstitut oder - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist, führt eine allgemeine und analytische Buchhaltung seiner Aktivitäten." ersetzt;

b) Absatz 2, Ziffer 2° wird durch Folgendes ersetzt:

"2° ermöglicht es insbesondere, die Verwendung der vom Forschungsinstitut oder - im Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - von jedem seiner Mitgliedszentren erhaltenen öffentlichen Beihilfen und Beteiligungen zu kontrollieren, und zu prüfen, ob der Preis der zugunsten der Unternehmen erbrachten Dienstleistungen den Marktregeln entspricht."

**Art. 17** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 7 des ersten Kapitels von Titel II durch "Gesellschaftssitz und Tätigkeitsorte in der Wallonischen Region" ersetzt.

**Art. 18** - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 9 - In dem Fall nach Artikel 3, Absatz 2 befinden sich der Gesellschaftssitz sowie ein oder mehrere Tätigkeitsorte des Forschungsinstituts auf dem Gebiet der Wallonischen Region. In dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 hat das Institut seinen Sitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region und verfügt jedes Forschungszentrum, das Mitglied des Instituts ist, über mindestens einen Tätigkeitsort auf dem Gebiet der Wallonischen Region, es sei denn, dass es unter den Gesetzeserlass vom 30. Januar 1947 zur Festlegung des Statuts zur Gründung und zur Arbeitsweise von Zentren, die mit der Förderung und der Koordinierung des technischen Fortschritts in den verschiedenen Zweigen der nationalen Wirtschaft durch die wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, fällt."

**Art. 19** - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - Das Forschungsinstitut oder, im Fall nach Artikel 3, Absatz 3, jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist, verfügt über ausreichende Selbstfinanzierungsmöglichkeiten und finanzielle Solidität, um die finanziellen Gegenleistungen zu erbringen, die mit seinen Dienstleistungs- oder Forschungstätigkeiten verbunden sind, und um zur Instandhaltung und Erneuerung der für seine Aktivitäten erforderlichen Ausstattungen und Gerätschaften beizutragen.

Die Einnahmen des Forschungsinstituts bzw. - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes seiner Mitgliedszentren, die sich aus den angewandten, industriellen, Forschungstätigkeiten oder Tätigkeiten der öffentlichen Begutachtung und aus Beiträgen ergeben, belaufen sich abzüglich jeglicher Finanzierung durch die Wallonische Region auf über 50 Prozent der Gesamtmittel. Dieses Ziel ist binnen einer ab dem 1. Juli 2014 laufenden Frist von zwei Jahren zu erreichen, wenn der in der Anlage zu diesem Erlass bestimmte Koeffizient R mehr als 30 Prozent beträgt.

Der Koeffizient R dient als Anhaltspunkt für den Zulassungsausschuss. Bei der Bewertung dieses Kriteriums hat er es wieder in den Gesamtrahmen der Finanzlage des Instituts bzw. - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - der Forschungszentren, die davon Mitglied sind, einzuordnen. Insbesondere sind die Finanzierung von Gebäuden oder außergewöhnlichen Ausrüstungen durch die Regierung und die Inanspruchnahme eines Beitragssystems als Finanzierungsquelle zu berücksichtigen. Dieses Kriterium darf kein Hindernis darstellen für die aktive Teilnahme der Institute an regionalen Programmen einschließlich der Programme, für die eine europäische Mitfinanzierung freigegeben worden ist."

**Art. 20** - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 11 - Zur Unterstützung des Zulassungsantrags gibt das Forschungszentrum einen Plan ab, in dem das gemeinsame Strategiekonzept und die in den nächsten 36 Monaten einzuleitenden Maßnahmen, die als seine Beteiligung zur wirtschaftlichen, sozialen und ökologischen Entwicklung der Wallonischen Region in Betracht kommen, beschrieben werden.

In diesem Plan verpflichtet sich ebenfalls das Forschungsinstitut, die Bedingungen für die Beibehaltung der Zulassung nach Artikel 13 bis 17 dieses Erlasses zu beachten, und beschreibt die Mittel, die es in diesem Sinne einsetzen wird.

Der Plan, dem der Verwaltungsausschuss und das Forschungsinstitut zustimmen, wird jährlich aktualisiert und der Verwaltung unterbreitet."

**Art. 21** - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Satzglied "das Forschungszentrum" wird durch das Satzglied "das zugelassene Forschungsinstitut" ersetzt;

2° Das Wort "fünf" wird durch das Wort "vier" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Satzglied "Das Forschungszentrum" wird durch das Satzglied "Das zugelassene Forschungsinstitut" ersetzt;

2° Der Satzteil "sowie derjenigen seiner Mitgliedszentren" wird zwischen die Wörter "verschiedenen Tätigkeiten" und die Wörter "erläutert werden" eingefügt;

3° Die Wörter "oder des ständigen Ausschusses" werden gestrichen.

**Art. 23** - In Artikel 14 desselben Erlasses wird das Satzglied "das Forschungszentrum" durch die Wörter "das zugelassene Forschungsinstitut oder - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist," ersetzt.

**Art. 24** - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 15 - Das zugelassene Forschungsinstitut oder - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist, gestaltet seine Tätigkeiten mit Rücksicht auf die Bedürfnisse der Unternehmen und auf ihre jeweiligen Arten, insbesondere was die Klein- und Mittelunternehmen betrifft.

Zu diesem Zweck hat es insbesondere in Absprache mit der "Agence de l'Entreprise et de l'Innovation" (Agentur für Unternehmen und Innovation) und mit der Verwaltung geeignete Instrumente zu entwickeln."

**Art. 25** - In Titel II Kapitel II desselben Erlasses wird der 5. Abschnitt, welcher Artikel 16 enthält, außer Kraft gesetzt.

**Art. 26** - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Satzglied "Das Forschungszentrum" wird durch die Wörter "Das zugelassene Forschungsinstitut oder - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist," ersetzt;

2° Das Wort "Forschungszentren" wird durch das Wort "Forschungsinstitute" ersetzt;

3° Der Satzteil "und der in Artikel 6 erwähnten Fortschritte" wird gestrichen.

**Art. 27** - In Artikel 22 desselben Erlasses wird das Wort "zweimal" durch das Wort "einmal" ersetzt.

**Art. 28** - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird das Wort "Forschungszentrum" durch das Wort "Forschungsinstitut" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird das Wort "Tagen" durch das Wort "Werktagen" ersetzt;

3° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungszentrum" jeweils durch das Wort "Forschungsinstitut" ersetzt;

4° In Absatz 3 werden die Wörter "von zwanzig Tagen" jeweils durch die Wörter "eines Monats" ersetzt.

**Art. 29** - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 26 - Binnen zwei Monaten nach Eingang des vollständigen Zulassungsantrags übermittelt die Verwaltung dem Zulassungsausschuss einen Bericht zusammen mit einer Kopie des Zulassungsantrags und einem zusammenfassenden Dokument.

In seiner ersten oder zweiten Sitzung nach Eingang des Berichts der Verwaltung erarbeitet der Zulassungsausschuss den Vorschlag im Sinne von Artikel 76 des Dekrets.

Binnen fünf Werktagen nach der Sitzung, auf der der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag ausgearbeitet hat, richtet der Zulassungsausschuss ihn an das Forschungsinstitut. Innerhalb eines Monats nach Eingang des Vorschlags hat das Forschungsinstitut die Möglichkeit, dem Zulassungsausschuss die Gründe schriftlich vorzutragen, warum es seiner Ansicht nach nicht mit dem Inhalt des Vorschlags einverstanden sein kann.

Binnen fünf Werktagen entweder nach Eingang des schriftlichen Vortrags gemäß Absatz 3 oder nach Ablauf der im selben Absatz genannten Frist von einem Monat lässt der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag ggf. unter Beifügung des besagten Vortrags des Forschungsinstituts dem Minister zukommen. Diese Frist von fünf Werktagen wird auf einen Monat verlängert, wenn der Zulassungsausschuss dem Minister einen aufgrund des besagten Vortrags erheblich geänderten Vorschlag unterbreitet."

**Art. 30** - Artikel 27 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 27 - Auf Vorschlag des Ministers trifft die Regierung über den Zulassungsantrag eine Entscheidung.

Fällt die Entscheidung der Regierung über den Zulassungsantrag positiv aus, so verabschiedet der Minister einen Zulassungserlass.

Fällt die Entscheidung der Regierung über den Zulassungsantrag negativ aus, so unterrichtet der Minister oder die Verwaltung das Forschungszentrum darüber per Einschreiben oder durch jede Einsendungsart, bei der das Datum sicher feststeht."

**Art. 31** - In Artikel 28 desselben Erlasses wird das Wort "Forschungszentrums" durch das Wort "Forschungsinstituts" ersetzt.

**Art. 32** - In Artikel 29 desselben Erlasses werden die Wörter "zwei zugelassenen Forschungszentren" durch die Wörter "mehreren kraft des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien zugelassenen Forschungszentren" ersetzt.

**Art. 33** - In Artikel 30 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Satzglied "Das zugelassene Forschungszentrum" wird durch die Wörter "Das zugelassene Forschungsinstitut oder - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist," ersetzt;

2° Der Satz "Diese Audits werden von unabhängigen Sachverständigen durchgeführt." wird gestrichen.

**Art. 34** - In Artikel 31 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Wörter "des Forschungszentrums" werden jeweils durch die Wörter "des zugelassenen Forschungsinstituts" ersetzt;

2° In der französischen Fassung wird das falsch geschriebene Wort "précédant" durch das Wort "précédent" ersetzt.

**Art. 35** - Artikel 32 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 32 - Die Zulassung des Forschungsinstituts kann vollständig oder teilweise entzogen werden,

1° wenn aus einem Audit im Sinne von Artikel 29, 30 und 31 hervorgeht, dass das Forschungsinstitut oder, in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3, ein Forschungszentrum, das davon Mitglied ist, eine der in Art. 4 bis 11 angeführten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt;

2° wenn das Forschungsinstitut oder, in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3, ein Forschungszentrum, das davon Mitglied ist, fortwährend einer bzw. mehreren der in Art. 13 bis 17 angeführten Bedingungen für die Beibehaltung der Zulassung nicht genügt."

**Art. 36** - In Artikel 33 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "sechzig Tagen" durch die Wörter "zwei Monaten" ersetzt;

2° Die Absätze 3 und 4 werden durch Folgendes ersetzt:

"Binnen fünf Werktagen nach der Sitzung, auf der der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag ausgearbeitet hat, richtet der Zulassungsausschuss ihn an das zugelassene Forschungsinstitut. Innerhalb eines Monats nach Eingang des Vorschlags hat das zugelassene Forschungsinstitut die Möglichkeit, dem Zulassungsausschuss die Gründe schriftlich vorzutragen, warum es seiner Ansicht nach nicht mit dem Inhalt des Vorschlags einverstanden sein kann.

Binnen fünf Werktagen entweder nach Eingang des schriftlichen Vortrags gemäß Absatz 3 oder nach Ablauf der im selben Absatz genannten Frist von einem Monat lässt der Zulassungsausschuss seinen Vorschlag ggf. unter Beifügung des besagten Vortrags des zugelassenen Forschungszentrums dem Minister zukommen. Diese Frist von fünf Werktagen wird auf einen Monat verlängert, wenn der Zulassungsausschuss dem Minister einen aufgrund des besagten Vortrags erheblich geänderten Vorschlag unterbreitet."

**Art. 37** - Artikel 34 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 34 - Auf Vorschlag des Ministers trifft die Regierung über den vollständigen bzw. teilweisen Entzug der Zulassung eines zugelassenen Forschungsinstituts eine Entscheidung.

In dem Fall nach Artikel 32, Ziffer 2° kann die Regierung die Zulassung nur dann entziehen, wenn die Nichterhaltung einer oder mehrerer der Bedingungen für die Beibehaltung der Zulassung nach drei Monaten ab einer dem zugelassenen Forschungsinstitut von der Verwaltung per Einschreiben oder durch jegliches Zustellverfahren mit sicher feststehendem Datum zugeschickten Mahnung weiter besteht.

Der vollständige bzw. teilweise Entzug der Zulassung eines zugelassenen Forschungsinstituts darf nur im Anschluss an eine kontradiktorische Verhandlung verkündet werden."

**Art. 38** - In Artikel 35 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Wort "Forschungszentrums" wird durch die Wörter "Forschungsinstituts oder in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 jedes Forschungszentrums, das davon Mitglied ist," ersetzt;

2° Das Wort "Forschungszentren" wird durch die Wörter "zugelassenen Forschungsinstituten" ersetzt.

**Art. 39** - Artikel 36 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 36 - Auf der Grundlage des in Artikel 11 vorgesehenen strategischen Aktionsplans und einer von der Verwaltung in Zusammenarbeit mit den zugelassenen Forschungsinstituten durchgeführten Bestandsaufnahme der Einkünfte der Institute oder - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - jedes Forschungszentrums, das davon Mitglied ist, analysiert der Ausschuss jedes Jahr die Einkünfte der zugelassenen Forschungsinstitute, um ihre Selbstfinanzierungsmöglichkeiten im Sinne von Artikel 10 zu überprüfen. In diesem Rahmen übermitteln die zugelassenen Forschungsinstitute ihm unter Wahrung der von ihren Kundenunternehmen verlangten Vertraulichkeit alle Unterlagen, die er im Hinblick auf seine Analyse für nützlich erachtet. Diese Analyse wird dem Minister unterbreitet."

**Art. 40** - In denselben Erlass wird ein Artikel 36/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 36/1 - Zum Zwecke der Analyse der Selbstfinanzierungsmöglichkeiten und der finanziellen Solidität der Institute bzw. - in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 - der Forschungszentren, die davon Mitglied sind, hat der Zulassungsausschuss die Überprüfung der in Artikel 10 und in der Anlage angegebenen Koeffizienten zur Aufgabe. Insbesondere sind dabei die Finanzierung von Gebäuden oder außergewöhnlichen Ausrüstungen durch die Regierung und die Inanspruchnahme eines Beitragssystems als Finanzierungsquelle zu berücksichtigen. Die vorgeschlagenen Koeffizienten dürfen kein Hindernis darstellen für die aktive Teilnahme der Institute an regionalen Programmen einschließlich der Programme, für die eine europäische Mitfinanzierung freigegeben worden ist.

Mit dieser Überprüfung fängt der Zulassungsausschuss spätestens am 1. Oktober 2014 an. Er legt der Regierung die neuen Koeffizienten im Sinne des vorigen Absatzes vor, die anschließend diese Koeffizienten billigt. Die nach Abschluss des Überprüfungsverfahrens neu festgelegten Koeffizienten werden zur Gewährung neuer Zulassungen an die Forschungsinstitute verwendet."

**Art. 41** - In denselben Erlass wird ein Titel II/1 eingefügt, der den Artikel 36/2 mit folgendem Wortlaut enthält:

"Titel II/1 - Kriterien der Bezuschussbarkeit für Forschungseinrichtungen

Art. 36/2 - Wenn eine Forschungseinrichtung zum ersten Mal einen Zuschuss in Anspruch nehmen möchte, reicht sie bei dem Minister einen förmlichen Antrag ein.

Um gemäß dem Dekret bezuschussbar zu sein, muss die Forschungseinrichtung die nachstehend aufgeführten drei Kriterien erfüllen:

1° wenigstens 3 wissenschaftliche Veröffentlichungen in den letzten 5 Jahren in wissenschaftlichen Zeitschriften mit Begutachtungsausschuss nachweisen können,

2° sich mit den in Belgien wie im Ausland erzielten wissenschaftlichen Fortschritten auf dem Laufenden halten, die in ihre Fachbereiche fallen und mit der betreffenden Thematik zusammenhängen, und

3° die Ausführung von Forschungstätigkeiten zum Ziel bzw. zum Gesellschaftszweck haben.

Die Einhaltung der Kriterien wird von der Verwaltung überprüft, die dem Minister ein Gutachten darüber abgibt.

Der Minister holt das gleichlautende Gutachten des Rats für Wissenschaftspolitik ein. Er legt diese Gutachten der Wallonischen Regierung vor, die darüber entscheidet, ob die Forschungseinrichtung hinsichtlich ihrer Tätigkeiten der angewandten oder der industriellen Forschung bezuschussbar ist."

**Art. 42** - In Artikel 37 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2 wird das Wort "technologischen" bzw. "technologische" jeweils gestrichen;

2° In Absatz 2, Ziffer 1° werden die Wörter "wirtschaftliche Entwicklung" durch die Wörter "wirtschaftliche, soziale und ökologische Entwicklung" ersetzt.

**Art. 43** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 2 des ersten Kapitels von Titel IV durch

"Qualität, Machbarkeit und Relevanz des Projekts" ersetzt.

**Art. 44** - In Artikel 39 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Die Qualität, die Machbarkeit und die Relevanz des Projekts werden aufgrund der sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse der Wallonischen Region bewertet."

**Art. 45** - In Artikel 40 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Wörter "der industriellen Forschung oder" werden durch die Wörter "der industriellen Forschung, der angewandten Forschung oder der" ersetzt;

2° Die Wörter "und sozialen" werden zwischen das Wort "wirtschaftlichen" und das Wort "Auswirkungen" eingefügt;

3° Die Wörter "oder eines zu deckenden gesellschaftlichen Bedarfs" werden zwischen die Wörter "eines gewinnbringenden Markts" und die Wörter ", die Nutzungsperspektiven" eingefügt.

**Art. 46** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 4 des ersten Kapitels von Titel IV durch

"Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung" ersetzt.

**Art. 47** - Artikel 41 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 41 - Der Beitrag eines jeden Projekts zur nachhaltigen Entwicklung im Sinne der Definition des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung wird bewertet. Die Bewertung bezieht sich so auf die integrierte Berücksichtigung der kurz- und langfristigen sozialen, ökologischen und wirtschaftlichen Auswirkungen des Projekts."

Art. 48 - In Artikel 42 desselben Erlasses werden die Wörter "der industriellen Forschung oder" durch die Wörter "der industriellen Forschung, der angewandten Forschung oder der" ersetzt.

Art. 49 - In denselben Erlass wird ein Artikel 43/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 43/1 - Wenn das Projekt Aktivitäten der angewandten, der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung betrifft, sind die Folgen des Forschungsprojekts hinsichtlich der Beschäftigung zu bewerten. Die Bewertung dieser Auswirkungen bezieht sich unter Berücksichtigung der mit der Forschung einhergehenden Risiken auf die dank des Forschungsprojekts geschaffenen bzw. erhaltenen Arbeitsplätze."

**Art. 50** - In Artikel 44 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Gedankenstriche durch die Ziffern "1°", "2°", "3°", "4°" bzw. "5°" ersetzt;

2° In Absatz 1, bisheriger erster Gedankenstrich (der zur Ziffer 1° wird), und in Absatz 3 werden die Wörter "bzw. angewandten" zwischen das Wort "industriellen" und das Wort "Forschung" eingefügt.

**Art. 51** - In Titel IV desselben Erlasses wird die Überschrift von Kapitel III durch

"Zusätzliche spezifische Bewertungskriterien für die Forschungseinrichtungen, Universitäts- und Hochschuleinheiten" ersetzt.

**Art. 52** - In Titel IV desselben Erlasses wird die Überschrift von Kapitel IV durch "Zusätzliche spezifische Bewertungskriterien für die zugelassenen Forschungsinstitute" ersetzt.

**Art. 53** - In Artikel 46 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird das Wort "Forschungszentrums" durch die Wörter "Forschungsinstituts oder - in dem Fall nach Artikel 1, Absatz 3 - jedes Forschungszentrums, das davon Mitglied ist," ersetzt;

2° In Absatz 2 wird das Wort "wird" durch das Wort "werden" ersetzt.

**Art. 54** - In Artikel 48 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "60 Tage" durch die Wörter "zwei Monate" ersetzt;

2° In Absatz 1, Ziffer 2° werden die Wörter "nichttechnologischen, sozialen," zwischen das Wort "technologischen," und das Wort "industriellen" eingefügt;

3° In Absatz 2 der französischen Fassung wird das Wort "technologique" gestrichen;

4° In Absatz 2 werden die Wörter "einschließlich eines Experten für nachhaltige Entwicklung" zwischen die Wörter "und aus internationalen Sachverständigen" und die Wörter ", wenn der Projektauftrag" eingefügt.

**Art. 55** - In Artikel 49 desselben Erlasses wird das Wort "Tagen" durch das Wort "Kalendertagen" ersetzt.

**Art. 56** - In Artikel 51 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Erforderlichenfalls mit Unterstützung von anderen Abteilungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie bewertet die Verwaltung die Projekte nach den im Projektauftrag festgelegten Kriterien. Nur das Gutachten der Verwaltung wird dem Ausschuss zugeleitet."

**Art. 57** - In Artikel 52 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "Nach dem" durch die Wörter "Binnen drei Wochen nach" ersetzt;

2° Das Wort "technologische" wird gestrichen;

3° Das Satzglied "binnen eines Monats nach Eingang des Vorschlags des Ausschusses" zwischen das Satzglied "von der Regierung" und das Wort "gefasst" eingefügt.

**Art. 58** - In Artikel 53 desselben Erlasses werden die Wörter "fünfzehn Tagen" durch die Wörter "zwei Wochen" ersetzt.

**Art. 59** - In Artikel 54 desselben Erlasses wird Absatz 1 um folgenden Satz ergänzt:

"Wenn einer der Projektträger ein zugelassenes Forschungsinstitut gemäß Artikel 3, Absatz 3 ist, wird die Vereinbarung von diesem Institut und von jedem Forschungszentrum unterzeichnet, das davon Mitglied ist und am Projekt teilnimmt."

**Art. 60** - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 2 des fünften Kapitels von Titel IV durch

"Beihilfeanträge, die einer wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, beschäftigungspolitischen, finanziellen und nachhaltigkeitsbezogenen Bewertung unterliegen und außerhalb des Rahmens der Projektaufträge gestellt werden" ersetzt.

**Art. 61** - In Artikel 55 desselben Erlasses wird das Wort "Tagen" durch das Wort "Kalendertagen" ersetzt.

**Art. 62** - In Artikel 56 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In den zwei ersten Absätzen werden die Wörter "dreißig Tagen" bzw. "von dreißig Tagen" durch die Wörter "eines Monats" ersetzt;

2° In Absatz 2 werden die Wörter "fünfzehn Tagen" durch die Wörter "zwei Wochen" ersetzt;

3° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Mit jedem Ersuchen um zusätzliche Auskünfte beginnt eine neue Frist von dreißig Kalendertagen. Auf jeden Fall darf die Gesamtfrist zwischen dem Datum der Empfangsbestätigung bezüglich des Projekts und dem Datum, an dem die Verwaltung über alle für die Projektbewertung erforderlichen Elemente verfügt, nicht mehr als zwei Monate betragen.";

4° Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Er kann der Verwaltung mitteilen, dass er eine Fristverlängerung für die Einreichung der Akte beantragt. Durch den Antrag darf die in Absatz 3 genannte Frist um höchstens vier Monate verlängert werden."

**Art. 63** - Artikel 57 und 58 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

"Art. 57 - Binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Zeitpunkt, zu dem ihr alle für die Projektbewertung erforderlichen Elemente zur Verfügung stehen, erarbeitet die Verwaltung einen begründeten Vorschlag betreffend die Gewährung bzw. die Ablehnung der beantragten Beihilfe mit Hinweis u.a. auf die Bewertung des Projekts nach den allgemeinen und spezifischen Kriterien.

Art. 58 - Anlässlich jedes Projekts, für das eine Beihilfe unter 150.000 Euro in Betracht kommt, richtet die Verwaltung den begründeten Vorschlag an den Minister.

Anlässlich jedes Projekts, für das eine Beihilfe von bzw. über 150.000 Euro in Betracht kommt, wird der begründete Vorschlag vor Übermittlung an den Minister von einem Kollegium überprüft. Das Kollegium setzt sich aus mindestens zwei Mitgliedern der Verwaltung und einem Vertreter des Ministers zusammen. Nötigenfalls wird der begründete Vorschlag vom Kollegium angepasst, das ihn anschließend an den Minister richtet.

Binnen drei Wochen nach Empfang des Vorschlags gibt der Minister eine Grundsatzentscheidung bei der Verwaltung ab, die sodann den Projektträger darüber verständigt. Binnen fünfzehn Tagen nach Empfang der Grundsatzentscheidung des Ministers kann der Projektträger der Verwaltung eine Darlegung der Gründe zukommen lassen, aus denen er eine Wiedereröffnung der Akte beantragt.

Die Verwaltung fasst eine zusätzliche Mitteilung und übermittelt sie dem Minister zusammen mit der Begründung des Projektträgers. Der Minister kann nachträglich beschließen, seine Entscheidung angesichts der neuen, der Akte hinzugefügten Elemente zu überprüfen."

**Art. 64** - In Artikel 59 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Wenn sich der Minister für die Gewährung einer Beihilfe entscheidet, wird ein Vereinbarungsentwurf zur Regelung der Verhältnisse zwischen der Region und dem Projektträger unter Beachtung des Dekrets und dieses Erlasses von der Verwaltung ausgearbeitet. Wenn der Projektträger ein zugelassenes Forschungsinstitut gemäß Artikel 3, Absatz 3 ist, wird die Vereinbarung von diesem Institut und von jedem Forschungszentrum unterzeichnet, das davon Mitglied ist und am Projekt teilnimmt."

**Art. 65** - In Artikel 60 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Binnen einer Frist von dreißig Kalendertagen ab der Entscheidung des Ministers zur Gewährung einer Beihilfe, leitet die Verwaltung die begründete Entscheidung und ggf. den in Artikel 59 genannten Vereinbarungsentwurf an den Projektträger weiter."

**Art. 66** - In Artikel 61 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Wort "Wirtschaftsverwaltung" wird durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

2° Das Wort "Tagen" wird durch das Wort "Kalendertagen" ersetzt.

**Art. 67** - In Artikel 62 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Wort "Wirtschaftsverwaltung" wird jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

2° In den zwei ersten Absätzen werden die Wörter "dreißig Tagen" bzw. "von dreißig Tagen" durch die Wörter "eines Monats" ersetzt;

3° In Absatz 2 werden die Wörter "fünfzehn Tagen" durch die Wörter "zwei Wochen" ersetzt;

4° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Mit jedem Ersuchen um zusätzliche Auskünfte beginnt eine neue Frist von dreißig Kalendertagen. Auf jeden Fall darf die Gesamtfrist zwischen dem Datum der Empfangsbestätigung bezüglich des Projekts und dem Datum, an dem die Verwaltung über alle für die Projektbewertung erforderlichen Elemente verfügt, nicht mehr als zwei Monate betragen."

5° Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Er kann der Verwaltung mitteilen, dass er eine Fristverlängerung für die Einreichung der Akte beantragt. Durch den Antrag darf die in Absatz 3 genannte Frist um höchstens vier Monate verlängert werden."

**Art. 68** - Artikel 63 und 64 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

"Art. 63 - Binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Zeitpunkt, zu dem ihr alle für die Projektbewertung erforderlichen Elemente zur Verfügung stehen, erarbeitet die Verwaltung einen begründeten Vorschlag betreffend die Gewährung bzw. die Ablehnung der beantragten Beihilfe mit Hinweis u.a. auf die Bewertung des Projekts nach den allgemeinen und spezifischen Kriterien.

Art. 64 - Anlässlich jedes Projekts, für das eine Beihilfe unter 150.000 Euro in Betracht kommt, richtet die Verwaltung den begründeten Vorschlag an den Minister für Wirtschaft.

Anlässlich jedes Projekts, für das eine Beihilfe von bzw. über 150.000 Euro in Betracht kommt, wird der begründete Vorschlag vor Übermittlung an den Minister für Wirtschaft von einem Kollegium überprüft. Das Kollegium setzt sich aus mindestens zwei Mitgliedern der Verwaltung und einem Vertreter des Ministers für Wirtschaft zusammen. Nötigenfalls wird der begründete Vorschlag vom Kollegium angepasst, das ihn anschließend an den Minister für Wirtschaft richtet.

Binnen drei Wochen nach Empfang des Vorschlags gibt der Minister für Wirtschaft eine Grundsatzentscheidung bei der Verwaltung ab, die sodann den Projektträger darüber verständigt. Binnen fünfzehn Tagen nach Empfang der Grundsatzentscheidung des Ministers für Wirtschaft kann der Projektträger der Verwaltung eine Darlegung der Gründe zukommen lassen, aus denen er eine Wiedereröffnung der Akte beantragt. Die Verwaltung verfasst eine zusätzliche Mitteilung und übermittelt sie dem Minister für Wirtschaft zusammen mit der Begründung des Projektträgers. Der Minister für Wirtschaft kann nachträglich beschließen, seine Entscheidung angesichts der neuen, der Akte hinzugefügten Elemente zu überprüfen."

**Art. 69** - In Artikel 65 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Das Satzglied "Wenn nötig" wird durch den Nebensatz "Wenn sich der Minister für Wirtschaft für die Gewährung einer Beihilfe entscheidet," ersetzt.

2° Das Wort "Wirtschaftsverwaltung" wird durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

**Art. 70** - In Artikel 66 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Binnen einer Frist von dreißig Kalendertagen ab der Entscheidung des Ministers für Wirtschaft zur Gewährung einer Beihilfe, leitet die Verwaltung die begründete Entscheidung und ggf. den in Artikel 59 genannten Vereinbarungsentwurf an den Projektträger weiter;"

2° Das Wort "Wirtschaftsverwaltung" wird durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

**Art. 71** - In denselben Erlass wird ein Titel IV/1 eingefügt, der den Artikel 69/1 mit folgendem Wortlaut enthält: "Titel IV/1 - Beihilfeanträge im Sinne von Artikel 109 des Dekrets

Art. 69/1 - Die Kapitel I bis V des Titels IV und Titel V sind auf die Beihilfeanträge anwendbar.

Was die erlaubten Mechanismen und die maximalen Beteiligungssätze anbelangt, sind sie diejenigen, die im Gemeinschaftsrahmen für Staatliche Beihilfen für Forschung, Entwicklung und Innovation (2006/C 323/01) festgelegt sind."

**Art. 72** - In Artikel 72 desselben Erlasses wird das Wort "Tagen" durch das Wort "Kalendertagen" ersetzt.

**Art. 73** - In Artikel 73 desselben Erlasses wird das Wort "Tage" durch das Wort "Kalendertage" ersetzt.

**Art. 74** - In Artikel 83 desselben Erlasses wird das Wort "technologischen" gestrichen.

**Art. 75** - In Artikel 84 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 7° wird durch Folgendes ersetzt:

"7° Vorschläge für Maßnahmen zur Förderung der Abstimmung zwischen den im Dekret genannten Beihilfen, den sonstigen Beihilfen im Rahmen der Politik der Wallonischen Region in Sachen Forschung, Entwicklung und Innovation und den Beihilfen im Rahmen der Politik der Wallonischen Region in Sachen wirtschaftliche Entwicklung auszuarbeiten;"

2° In Ziffer 11° wird das Wort "technologische" gestrichen.

**Art. 76** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2014 in Kraft.

**Art. 77** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört, und der Minister für Wirtschaft werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Wirtschaft, K.M.U., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204282]

**15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

Gelet op het advies van de "Conseil de la Politique scientifique" (Raad voor Wetenschapsbeleid), gegeven op 24 maart 2014 en dezelfde dag goedgekeurd door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 maart 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2014;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 4 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek en van de Minister van Economie,

Besluit :

**Art. 1.** Artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië wordt opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 2. In de zin van dit besluit worden de woorden "Regering", "industriële onderzoek", "toegepast onderzoek", "experimentele ontwikkeling", "procédé-innovatie", "organisatie-innovatie", "verantwoordelijke innovatie", "technologische voorlichting", "technologische bewaking", "duurzame ontwikkeling", "buitengewone uitrusting", "principiële bewijs", "kleine onderneming", "middelgrote onderneming", "grote onderneming", "niet-autonome onderneming van beperkte omvang", "onderneming", "onderzoekinstelling", "universitaire afdeling", "afdeling van een hogeschool", "innoverende starter", "onderzoekscentrum", "erkend onderzoeksinstituut" en "samenwerkingsverband" verstaan zoals ze in het decreet worden omschreven."

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Titel II vervangen als volgt :

"Erkenning van de Onderzoeksinstituten".

**Art. 4.** In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "onderzoekscentrum" vervangen door het woord "Onderzoeksinstituut".

**Art. 5.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Als de onderzoekscentra die lid zijn van een Onderzoeksinstituut, bedoeld instituut het geheel van hun vermogen ten gevolge van een ontbinding zonder vereffening hebben overgedragen, wordt de naleving van de erkenningsvoorwaarden op het niveau van het Instituut beoordeeld.

Als de onderzoekscentra die lid zijn van een Onderzoeksinstituut, bedoeld instituut niet het geheel van hun vermogen hebben overgedragen, wordt de naleving van de erkenningsvoorwaarden op het niveau van de onderzoekscentra beoordeeld."

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 3/1. Het erkende Onderzoeksinstituut bestaat minstens uit één onderzoekscentrum.

De onderzoekscentra, erkend krachtens het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, kunnen lid zijn van de erkende Onderzoeksinstituten.

Een onderzoekscentrum dat niet erkend is krachtens het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, moet de in de artikelen 4 tot en met 11 bedoelde voorwaarden voor de verkrijging van de erkenning vervullen om lid te zijn van een erkend Onderzoeksinstituut en in aanmerking te komen voor de erkenning. De naleving van de in de artikelen 4 tot en met 11 bedoelde voorwaarden wordt door de erkenningscommissie nagegaan en door de Regering bekrachtigd.

De natuurlijke of de rechtspersonen die niet voldoen aan de begripsomschrijving van onderzoekscentrum in de zin van artikel 10, § 1, van het decreet, kunnen deel uitmaken van een erkend Onderzoeksinstituut. Ze komen nochtans niet in aanmerking voor zijn erkenning en genieten noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks de toelagen die eraan zijn verbonden.

Het totaal aantal Instituten die in aanmerking komen voor de erkenning, mag niet hoger zijn dan tien. Dat aantal wordt op 22 gebracht tot de toekenning van een nieuwe erkenning aan de Onderzoeksinstituten, die uiterlijk op 3 april 2015 aangevraagd moet worden. De onderzoekscentra, erkend krachtens het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, worden gelijkgesteld met Onderzoeksinstituten in afwachting van de toekenning van een nieuwe erkenning en blijven in aanmerking komen voor de in het decreet bedoelde tegemoetkomingen."

**Art. 7.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 4. Het onderzoeksinstituut en, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de centra die van bedoeld Instituut lid zijn, beschikt over een eigen rechtspersoonlijkheid, waarbij het Instituut de vorm aanneemt van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1991 zoals gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002. Die verenigingen zonder winstoogmerk worden uiterlijk op 1 januari 2015 opgericht."

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk I van Titel II vervangen als volgt:  
"Verwezenlijking van onderzoeksactiviteiten met een toegepast of industrieel doel".

**Art. 9.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 5. Het onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de centra die van bedoeld Instituut lid zijn, heeft een maatschappelijk doel dat ertoe strekt onderzoeksactiviteiten, activiteiten voor de innovatiebevordering en diensten met een toegepast of industrieel doel te verwezenlijken die tegelijk :

1° hoofdzakelijk onder het toegepast of het industrieel onderzoek of de experimentele ontwikkeling vallen;

2° de belangstelling zouden kunnen wekken van ondernemingen die geconfronteerd worden met de behoeften van een sector of een vakgebied;

3° op significante wijze deel uitmaken van samenwerkingsverbanden of partnerschappen met de ondernemingen en de universiteiten of de hogescholen;

4° bij voorrang gericht zijn op de ondernemingen waaraan het Instituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, een toegevoegde waarde kan verlenen;

5° de ontwikkeling of de instandhouding van haar know-how of haar vaardigheden als gevolg hebben;

6° de opvolging van de wetenschappelijke en technologische vooruitgang betreffen door zich permanent op de hoogte te houden van de wetenschappelijke en technische vooruitgang die in België en in het buitenland wordt geboekt op gebieden waarvoor ze de vaardigheden bezitten en die gekenmerkt zijn door een hoog potentieel aan industriële innovaties;

7° op significante wijze deel uitmaken van deelnames aan de Europese kaderprogramma's of andere internationale programma's.

Voor de in het eerste lid, 6°, bedoelde activiteiten neemt de onderzoekscentra regelmatig contact op met de ondernemingen om hun haar diensten terzake aan te bieden".

**Art. 10.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 4 van Hoofdstuk I van Titel II vervangen als volgt :  
"Activiteiten inzake technologische voorlichting, transfers en audits".

**Art. 11.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 6. Het Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, verwezenlijkt voor de ondernemingen die om zijn wetenschappelijke of technische expertise vragen in de gebieden waarvoor het de vaardigheden bezit, met zijn eigen menselijke en materiële middelen, activiteiten inzake technologische voorlichting of overdracht van kennis in de vorm van dienstverlenende prestaties die bestaan uit technologische audits verbonden aan procédés of producten of in de vorm van adviezen voor de oriëntering van de ondernemingen naar technologische vaardigheden, met inbegrip van die welke de andere Instituten, de universitaire of de hogeschoolafdelingen aanbieden."

**Art. 12.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 5 van Hoofdstuk I van Titel II vervangen als volgt :  
"Samenstelling van een raad van bestuur".

**Art. 13.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 7. De raad van bestuur van het Onderzoeksinstituut bestaat uit minstens 50 percent vertegenwoordigers van de ondernemingen met een evenwichtige verspreiding, afhankelijk van de sector, tussen kleine en middelgrote ondernemingen enerzijds, en grote ondernemingen, anderzijds. De vertegenwoordigers van de ondernemingen zijn:

1° personen die onderzoeks- of leidinggevende functies uitoefenen in ondernemingen van een sector of een technologisch domein beoogd door het Instituut;

2° personen die samen zijn voorgedragen door de leden van de raad van bestuur bedoeld in 1°, onder wie minstens een vertegenwoordiger van de betrokken sectoriële federaties.

De raad van bestuur bestaat uit meer personen waarvan sprake in lid 1, 1°, dan uit personen waarvan sprake in lid 1, 2°.

De raad van bestuur bestaat minstens uit een vertegenwoordiger van elk van de onderzoekscentra die lid zijn van het Instituut.

Het voorzitterschap van de raad van bestuur komt een vertegenwoordiger van de ondernemingen toe of wordt ingesteld volgens het roteringsbeginsel tussen de vertegenwoordiger van de onderneming en de andere leden.

De raad van bestuur kan in eigen kring een technisch comité oprichten dat belast is met de bekrachtiging en de mededeling van de te verwezenlijken activiteiten inzake onderzoek, technologische bewaking en technologische voorlichting. Bij de mededeling wordt, inzake vertrouwelijkheid; het belang geëerbiedigd van het Onderzoeksinstituut of van de onderneming die zijn partners of klanten zijn.

De raad van bestuur bestaat ook uit een waarnemer van het Bestuur."

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 7/1. In het bij de Erkenningscommissie behoorlijk gerechtvaardigde geval waarin de in artikel 7 bedoelde voorwaarden voor de samenstelling van de raad van bestuur niet vervuld kunnen worden :

1° bestaat de raad van bestuur van het Onderzoeksinstituut minstens uit een vertegenwoordiger van elk van de onderzoekscentra die lid zijn van bedoeld Instituut;

2° vervult de raad van bestuur of het vast comité van elk van de onderzoekscentra die lid zijn van het Onderzoeksinstituut de in artikel, lid 1, 2, 4, 5 en 6 bedoelde voorwaarden."

**Art. 15.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 6 van Hoofdstuk I van Titel II vervangen als volgt:  
"Het voeren van een algemene en analytische boekhouding".

**Art. 16.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt de zin "Het onderzoekscentrum voert een analytische boekhouding van zijn activiteiten." vervangen door de zin "Het Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de centra die van bedoeld Instituut lid zijn, houdt een algemene en analytische boekhouding van zijn activiteiten.";

b) punt 2° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"2° maakt het onder meer mogelijk de aanwending van de steun en de overheidstegemoetkomingen voor het Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de centra die van bedoeld Instituut lid zijn, na te gaan, evenals het feit dat de prijs van de dienstverlening aan de ondernemingen de regels van de markt in acht neemt."



**Art. 17.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 7 van Hoofdstuk I van Titel II vervangen als volgt :  
"Maatschappelijke zetel en bedrijfszetel in het Waalse Gewest".

**Art. 18.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 9. In het in artikel 3, tweede lid, bedoelde geval heeft het Onderzoeksinstituut zijn maatschappelijke zetel en één of meerdere bedrijfszetels op het grondgebied van het Waalse Gewest. In het in artikel 3, tweede lid, bedoelde geval heeft het Instituut zijn maatschappelijke zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest en beschikt elk van de onderzoekscentra die lid zijn van bedoeld Instituut, over minstens één bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest, behalve indien het valt onder de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven, door het wetenschappelijk onderzoek."

**Art. 19.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 10. Het Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, beschikt over een voldoende financiële draagkracht en financiële gezondheid om de financiële tegenprestaties in verband met zijn dienstverlenings- of onderzoeksactiviteiten te dekken en om bij te dragen tot het onderhoud en de hernieuwing van de uitrustingen en het materieel nodig voor zijn activiteiten.

De inkomsten van het Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, van elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, in verband met de toegepaste of industriële activiteit, de onderzoeksactiviteit, de openbare expertises en de bijdragen, de financiering van het Waalse Gewest niet meegerekend, moeten 50 percent hoger zijn dan de globale bestaansmiddelen: Die doelstelling wordt bereikt binnen de twee jaar als de coëfficiënt R, omschreven in de bijlage bij dit besluit, hoger is dan 30 percent, waarbij die termijnen ingaan op 1 juli 2014.

De coëfficiënt R vormt een indicatief merkteken voor de Erkenningscommissie. Ze evalueert dit criterium door het in te passen in het algemeen kader van de financiële toestand van het Instituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn. Er zal met name rekening worden gehouden met de financiering door de Regering van gebouwen of buitengewone uitrustingen en met de aanwezigheid als financieringsbron van een bijdragestelsel. Dat criterium mag de actieve deelname van de Instituten aan de gewestelijke programma's, met inbegrip van de programma's voor de Europese medefinanciering, niet belemmeren."

**Art. 20.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 11. Ter staving van de erkenningsaanvraag maakt het Onderzoeksinstituut een plan over waarin de gemeenschappelijke strategische visie en de acties die het voornemens is te ondernemen in de 36 komende maanden, om deel te nemen aan de economische, sociale en leefmilieuontwikkeling van het Waalse Gewest omschreven worden.

Dat plan houdt eveneens de verbintenis van het Onderzoeksinstituut in om de instandhoudingsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 13 tot 17 van dit besluit na te leven, evenals de omschrijving van de middelen die daarvoor aangewend worden.

Het door de raad van bestuur van het Onderzoeksinstituut goedgekeurde plan wordt jaarlijks bijgewerkt en aan het Bestuur overgemaakt."

**Art. 21.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "het onderzoekscentrum" worden vervangen door de woorden "het erkende Onderzoeksinstituut";

2° het woord "vijf" wordt vervangen door het woord "vier".

**Art. 22.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° de woorden "Het onderzoekscentrum" worden vervangen door de woorden "Het erkende Onderzoeksinstituut";

2° de woorden "en die van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn," worden ingevoegd tussen de woorden "verschillende activiteitensoorten" en de woorden "uiteengezet worden."

3° de woorden "of van het vast comité" worden opgeheven.

**Art. 23.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden "het onderzoekscentrum" vervangen door de woorden "het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn".

**Art. 24.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 15. Het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, organiseert zijn activiteiten in functie van de behoeften en de typologie van de ondernemingen en voornamelijk van de kleine en middelgrote ondernemingen.

Daartoe ontwikkelt het de geschikte instrumenten, meer bepaald in overleg met het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren) en met het Bestuur."

**Art. 25.** In Titel II, Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt de afdeling 5 die artikel 16 omvat, opgeheven.

**Art. 26.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "Het onderzoekscentrum" wordt vervangen door de woorden "Het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn,";

2° het woord "onderzoekscentra" wordt vervangen door het woord "onderzoeksinstituten";

3° de woorden "de vooruitgang waarvan sprake in artikel 6" worden opgeheven.

**Art. 27.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, wordt het woord "twee" vervangen door het woord "een".

**Art. 28.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden "Het onderzoekscentrum" vervangen door de woorden "Het Onderzoeksinstituut";

1° in het tweede lid wordt het woord "dagen" vervangen door het woord "werkdagen";

3° in het derde lid, worden de woorden "bij het onderzoekscentrum" vervangen door de woorden "bij het Onderzoeksinstituut";

4° in het derde lid, worden de woorden "het onderzoekscentrum" vervangen door de woorden "het Onderzoeksinstituut";

5° in het derde lid worden de woorden "binnen de twintig dagen na" telkens vervangen door de woorden "binnen de maand na".

**Art. 29.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 26. Binnen twee maanden na de ontvangst van de volledige erkenningsaanvraag richt het Bestuur een verslag aan de Erkenningscommissie waarin een afschrift van de erkenningsaanvraag en een samenvatting begrepen zijn.

Bij haar eerste of tweede vergadering na de ontvangst van het verslag van het Bestuur, werkt de Erkenningscommissie het voorstel uit waarvan sprake in artikel 76 van het decreet.

Binnen de vijf werkdagen na de vergadering waarin zij haar voorstel heeft uitgewerkt, richt de Erkenningscommissie dat voorstel aan het Onderzoeksinstituut. Binnen de maand na de ontvangst van het voorstel kan het Onderzoeksinstituut een schriftelijke uiteenzetting aan de Erkenningscommissie richten met de redenen waarom het meent niet te kunnen instemmen met de inhoud ervan.

Binnen de vijf werkdagen na ofwel de ontvangst van de uiteenzetting waarvan sprake in lid 3, ofwel het verstrijken van de termijn van één maand waarvan sprake in hetzelfde lid richt de Erkenningscommissie haar voorstel aan de Minister samen met de eventuele uiteenzetting van het Onderzoeksinstituut. Die termijn van vijf werkdagen wordt op één maand gebracht als de Erkenningscommissie een in functie van die uiteenzetting significant gewijzigd voorstel aan de Minister richt."

**Art. 30.** Artikel 27 van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

"Art. 27. Op de voordracht van de Minister beslist de Regering over de erkenningsaanvraag.

Wanneer de Regering de erkenningsaanvraag inwilligt, neemt de Minister een erkenningsbesluit aan.

Wanneer de Regering de erkenningsaanvraag niet inwilligt, brengt de Minister of het Bestuur het Onderzoeksinstituut daar bij ter post aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, van op de hoogte."

**Art. 31.** In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "van het onderzoekscentrum" vervangen door de woorden "van het Onderzoeksinstituut".

**Art. 32.** In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de woorden "twee erkende onderzoekscentra" vervangen door de woorden "meerdere onderzoekscentra, erkend krachtens het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën".

**Art. 33.** Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "Het erkende onderzoekscentrum wordt" worden vervangen door de woorden "Het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, wordt";

2° de zin "Die audits worden uitgevoerd door onafhankelijke deskundigen" wordt opgeheven.

**Art. 34.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "van het onderzoekscentrum" worden vervangen door de woorden "van het erkende Onderzoeksinstituut";

2° in de Franse versie wordt het woord "précédant" vervangen door het woord "précédent".

**Art. 35.** Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 32. De erkenning van het Onderzoeksinstituut kan geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken:

1° als uit een audit waarvan sprake in de artikelen 29, 30 en 31 blijkt dat het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, één van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, niet meer voldoet aan de voorwaarden voor de verkrijging van de erkenning waarvan sprake in de artikelen 4 tot 11;

2° als het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, één van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn, in strijd blijft met één of meerdere voorwaarden voor het behoud van de erkenning waarvan sprake in de artikelen 13 tot 17."

**Art. 36.** Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden "zestig dagen" vervangen door de woorden "twee maanden";

2° het derde en het vierde lid worden vervangen als volgt:

"Binnen de vijf werkdagen na de vergadering waarin zij haar voorstel heeft uitgewerkt, richt de Erkenningscommissie dat voorstel aan het erkende Onderzoeksinstituut. Binnen de maand na de ontvangst van het voorstel kan het erkende Onderzoeksinstituut een schriftelijke uiteenzetting aan de Erkenningscommissie richten met de redenen waarom het meent niet te kunnen instemmen met de inhoud ervan.

Binnen de vijf werkdagen na ofwel de ontvangst van de uiteenzetting waarvan sprake in lid 3, ofwel het verstrijken van de termijn van één maand waarvan sprake in hetzelfde lid richt de Erkenningscommissie haar voorstel aan de Minister samen met de eventuele uiteenzetting van het erkende Onderzoeksinstituut. Die termijn van vijf werkdagen wordt op één maand gebracht als de Erkenningscommissie een in functie van die uiteenzetting significant gewijzigd voorstel aan de Minister richt. ».

**Art. 37.** Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 34. Op de voordracht van de Minister beslist de Regering over de gehele of gedeeltelijke intrekking van de erkenning van een erkend Onderzoeksinstituut.

In het geval waarvan sprake in artikel 32, 2°, kan de Regering de erkenning pas intrekken als de niet-naleving van één of meerdere voorwaarden voor het behoud van de erkenning voortduurt bij verstrijken van de drie maanden na een ingebrekestelling die het Bestuur aan het erkende Onderzoeksinstituut heeft gericht bij ter post aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

De gehele of gedeeltelijke intrekking van de erkenning van een erkend Onderzoeksinstituut kan pas uitgesproken worden na afloop van een tegensprekelijk debat."

**Art. 38.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het woord "onderzoekscentrum" wordt vervangen door het woord "Onderzoeksinstituut";

2° de woorden "of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn," worden ingevoegd tussen de woorden "erkend Onderzoeksinstituut" en de woorden "en stelt";

3° de woorden "onderzoekscentra" worden vervangen door de woorden "erkende Onderzoeksinstituten".

**Art. 39.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 36. Jaarlijks analyseert de Commissie op grond van het in artikel 11 bedoelde strategisch actieplan en van een overzicht van de bestaansmiddelen van de Instituten of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, van elk van de onderzoekscentra die van bedoelde Instituten lid zijn, dat het Bestuur heeft uitgevoerd in samenwerking met de erkende Onderzoeksinstituten, de bestaansmiddelen van laatstgenoemden om na te gaan welke hun in artikel 10 bedoelde financiële draagkracht is. In dat kader maken de erkende Onderzoeksinstituten haar elk stuk over dat zij voor haar analyse nuttig acht binnen de perken van de vertrouwelijkheid van de ondernemingen die klanten zijn van de erkende Onderzoeksinstituten. De analyse wordt aan de Minister medegedeeld."

**Art. 40.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 36/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 36/1. De Erkenningscommissie is ermee belast de in artikel 10 en in de bijlage bedoelde coëfficiënten te herzien om de financiële draagkracht en de financiële gezondheid van de Instituten of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, van de onderzoekscentra die van bedoelde Instituten lid zijn, te controleren. Er zal met name rekening worden gehouden met de financiering door de Regering van gebouwen of buitengewone uitrustingen en met de aanwezigheid als financieringsbron van een bijdragestelsel. De voorgestelde coëfficiënten mogen de actieve deelname van de Instituten aan de gewestelijke programma's, met inbegrip van de programma's voor de Europese medefinanciering, niet belemmeren.

De Erkenningscommissie begint met die herziening uiterlijk op 1 oktober 2014. Ze stelt de in het vorige lid bedoelde nieuwe coëfficiënten aan de Regering voor, die ze bekrachtigt. De aan het einde van de procedure herziene coëfficiënten worden gebruikt voor de toekenning van de nieuwe erkenningen aan de Onderzoekscentra."

**Art. 41.** In hetzelfde besluit wordt een Titel II/1, die artikel 36/2 bevat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Titel II/1. Toekenningscriteria voor de onderzoeksinstellingen.

Art. 36/2. De eerste keer dat een onderzoeksinstelling in aanmerking wil komen voor een toelage, dient ze een formele aanvraag bij de Minister in.

Om voor de in het decreet bedoelde steun in aanmerking te komen, moet de onderzoeksinstelling de drie volgende criteria vervullen :

1° minstens 3 wetenschappelijke publicaties gepubliceerd hebben in een wetenschappelijk tijdschrift met een leescomité tijdens de laatste 5 jaar;

2° zich op de hoogte houden van de wetenschappelijke vooruitgang die in België en in het buitenland wordt geboekt op gebieden waarvoor het de vaardigheden bezit;

3° een maatschappelijk doel hebben dat ertoe strekt onderzoeksactiviteiten te verwezenlijken.

De overeenstemming met de criteria wordt door het Bestuur, dat een advies uitbrengt aan de Minister, gecontroleerd.

De Minister verzoekt om het eensluidend advies van de Raad voor Wetenschapsbeleid. Hij stelt die adviezen voor aan de Waalse Regering die beslist of de onderzoeksinstelling in aanmerking komt voor de toelagen m.b.t. haar activiteiten van toegepast of industrieel onderzoek."

**Art. 42.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

2° in het tweede lid wordt het woord "technologische" telkens opgeheven;

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden "economische ontwikkeling" vervangen door de woorden "economische, sociale en leefmilieuontwikkeling".

**Art. 43.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 2 van Hoofdstuk I van Titel IV vervangen als volgt : "Kwaliteit, haalbaarheid en relevantie van het project".

**Art. 44.** In artikel 39 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De kwaliteit, de haalbaarheid en de relevantie van het project worden beoordeeld ten opzichte van de technisch-economische noden van het Waalse Gewest."

**Art. 45.** Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "toegepast of" worden ingevoegd tussen de woorden "op activiteiten van" en de woorden "industrieel onderzoek";

2° de woorden "en sociale" worden ingevoegd tussen de woorden "betrekking op de economische" en de woorden "effecten, de capaciteit van de promotor";

3° de woorden "of van een in te vullen maatschappijbehoefte" worden ingevoegd tussen de woorden "een winstgevendende markt" en de woorden ", de perspectieven van de exploitatie".

**Art. 46.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 4 van Hoofdstuk I van Titel IV vervangen als volgt : "Bijdrage tot de duurzame ontwikkeling".

**Art. 47.** Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 41. De bijdrage van elk project tot de duurzame ontwikkeling, zoals bepaald in het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling, wordt beoordeeld. De beoordeling heeft betrekking op de geïntegreerde overweging van de sociale, leefmilieu- en economische impacten van het project op korte en lange termijn."

**Art. 48.** In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de woorden "toegepast of" ingevoegd tussen de woorden "activiteiten inzake" en de woorden "industrieel onderzoek".

**Art. 49.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 43/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 43/1. Wanneer het project betrekking heeft op activiteiten inzake toegepast of industrieel onderzoek of inzake experimentele ontwikkeling, wordt de impact van het onderzoeksproject op werkgelegenheid beoordeeld. De beoordeling van de impact heeft betrekking op de dankzij het onderzoeksproject gecreëerde of gehandhaafde werkgelegenheid en houdt rekening van de aan het onderzoek inherente risico's."

**Art. 50.** Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de streepjes respectievelijk vervangen door "1<sup>o</sup>", "2<sup>o</sup>", "3<sup>o</sup>", "4<sup>o</sup>" en "5<sup>o</sup>";

2° in het eerste lid, in het eerste streepje dat 1° wordt en in het derde lid worden de woorden "toegepast of" ingevoegd tussen de woorden "betrekking tot het" en de woorden "industrieel onderzoek".

**Art. 51.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk III van Titel IV vervangen als volgt :

"Specifieke bijkomende evaluatiecriteria voor de onderzoeksinstellingen, de universitaire afdelingen en de afdelingen van een hogeschool".

**Art. 52.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk IV van Titel IV vervangen als volgt :

"Bijkomende specifieke evaluatiecriteria voor de erkende Onderzoeksinstituten".

**Art. 53.** Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "van het onderzoekscentrum" vervangen door de woorden "van het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, van elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn";

2° in het tweede lid worden de woorden "wordt eveneens beoordeeld" vervangen door de woorden "worden eveneens beoordeeld".

**Art. 54.** Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden "zestig dagen" vervangen door de woorden "twee maanden";

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "niet-technologische, sociale," ingevoegd tussen de woorden "wetenschappelijke, technologische," en de woorden "industriële of andere termen";

3° in het tweede lid wordt het woord "technologische" opgeheven;

4° in het tweede lid worden de woorden "onder wie een deskundige inzake duurzame ontwikkeling" ingevoegd na de woorden "uit internationale deskundigen".

**Art. 55.** In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de woorden "binnen de tien dagen" vervangen door de woorden "binnen de tien kalenderdagen".

**Art. 56.** In artikel 51 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Het Bestuur beoordeelt de projecten volgens de criteria bepaald in de oproep tot het indienen van projecten met de eventuele hulp van andere departementen van de Waalse Overheidsdienst. Alleen het advies van het Bestuur wordt aan de jury overgemaakt."

**Art. 57.** Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid wordt het woord "Na" vervangen door de woorden "Binnen drie weken na";

2° het woord "technologische" wordt opgeheven;

3° de woorden "binnen de maand na ontvangst van het voorstel van de jury" worden ingevoegd tussen de woorden "door de Regering" en de woorden "getroffen wanneer het een oproep".

**Art. 58.** In artikel 53 van hetzelfde besluit worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "twee weken".

**Art. 59.** In artikel 54 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

"Wanneer één van de promotoren een erkend Onderzoeksinstituut bedoeld in artikel 3, derde lid, wordt de overeenkomst ondertekend door bedoeld Instituut en elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn en die deelnemen aan het project".

**Art. 60.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 2 van Hoofdstuk V van Titel IV vervangen als volgt: "Tegemoetkomingsaanvragen onderworpen aan de wetenschappelijke, technische, economische, werkgelegenheids-, financiële en duurzame ontwikkelingsbeoordeling buiten de oproepen tot het indienen van projecten".

**Art. 61.** In artikel 55 van hetzelfde besluit worden de woorden "binnen de tien dagen" vervangen door de woorden "binnen de tien kalenderdagen".

**Art. 62.** Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste en het tweede lid, worden de woorden "binnen de dertig dagen na" vervangen door de woorden "binnen de maand na";

2° in het tweede lid, worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "twee weken";

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Elk verzoek om bijkomende inlichtingen leidt een nieuwe termijn in van dertig kalenderdagen. In elk geval mag de totale termijn tussen de datum van het bericht van ontvangst van het project en de datum waarop het Bestuur over alle elementen nodig voor de beoordeling van het project beschikt, twee maanden niet overschrijden.";

4° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"Hij mag het Bestuur berichten dat hij om een verlenging voor de indiening van het dossier verzoekt. Het verzoek mag de in het derde lid bedoelde termijn niet met meer dan vier maanden verlengen."

**Art. 63.** De artikelen 57 en 58 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

"Art. 57. Binnen een termijn van twee maanden vanaf het moment waarop het de voor de beoordeling van het project nodige elementen beschikt, maakt het Bestuur een gemotiveerd voorstel over de toekenning of de weigering van de aangevraagde steun op, met vermelding met name van de beoordeling van het project volgens de algemene en specifieke criteria.

Art. 58. Voor elk project waarvoor een tegemoetkoming met een bedrag kleiner dan 150.000 euro wordt verleend, richt het Bestuur het gemotiveerde voorstel aan de Minister.

Voor elk project waarvoor een tegemoetkoming met een bedrag gelijk aan of hoger dan 150.000 euro, wordt het gemotiveerde voorstel door een college onderzocht alvorens het aan de Minister wordt overgemaakt. Het college bestaat uit minstens twee leden van het Bestuur en uit een vertegenwoordiger van de Minister. Het college past indien nodig het gemotiveerde voorstel van beslissing aan en richt het aan de Minister.

Binnen drie weken na ontvangst van het voorstel richt de Minister een principiële beslissing aan het Bestuur dat er de promotor over inlicht. Binnen twee weken na de ontvangst van de principiële beslissing van de Minister kan de promotor een uiteenzetting aan het Bestuur richten met de redenen waarom hij om een nieuwe opening van het dossier verzoekt.

Het Bestuur maakt een bijkomende nota op en maakt bedoelde nota en de uiteenzetting van de promotor aan de Minister over, die kan beslissen om zijn beslissing naar gelang van de nieuwe elementen van het dossier te herzien."

**Art. 64.** In artikel 59 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Als de Minister beslist een tegemoetkoming te verlenen, stelt het Bestuur een ontwerp-overeenkomst op waarbij de betrekkingen tussen het Bestuur en de promotor geregeld worden met inachtneming van het decreet en dit besluit. Wanneer één van de promotoren een erkend Onderzoeksinstituut bedoeld in artikel 3, derde lid is, wordt de overeenkomst ondertekend door bedoeld Instituut en de onderzoekscentra die ervan lid zijn."

**Art. 65.** In artikel 60 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de beslissing van de Minister tot toekenning van een tegemoetkoming, richt het Bestuur de gemotiveerde beslissing en, in voorkomend geval, de overeenkomst waarvan sprake in artikel 59 aan de promotor."

**Art. 66.** Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het woord "Economie" wordt opgeheven;

2° de woorden "binnen de tien werkdagen" worden vervangen door de woorden "binnen de tien kalenderdagen".

**Art. 67.** Artikel 62 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "Bestuur Economie" worden telkens vervangen door het woord "Bestuur";

2° in het eerste en het tweede lid, worden de woorden "binnen de dertig dagen na" vervangen door de woorden "binnen de maand na";

3° in het tweede lid, worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "twee weken";

4° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Elk verzoek om bijkomende inlichtingen leidt een nieuwe termijn in van dertig kalenderdagen. In elk geval mag de totale termijn tussen de datum van het bericht van ontvangst van het project en de datum waarop het Bestuur over alle elementen nodig voor de beoordeling van het project beschikt, twee maanden niet overschrijden."

5° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"Hij mag het Bestuur berichten dat hij om een verlenging voor de indiening van het dossier verzoekt. Het verzoek mag de in het derde lid bedoelde termijn niet met meer dan vier maanden verlengen."

**Art. 68.** De artikelen 63 en 64 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

"Art. 63. Binnen een termijn van twee maanden vanaf het moment waarop het de voor de beoordeling van het project nodige elementen beschikt, maakt het Bestuur een gemotiveerd voorstel over de toekenning of de weigering van de aangevraagde steun op, met vermelding met name van de beoordeling van het project volgens de algemene en specifieke criteria.

Art. 64. Voor elk project waarvoor een tegemoetkoming met een bedrag kleiner dan 150.000 euro wordt verleend, richt de Minister van Economie het gemotiveerde voorstel aan de Minister.

Voor elk project waarvoor een tegemoetkoming met een bedrag gelijk aan of hoger dan 150.000 euro, wordt het gemotiveerde voorstel door een college onderzocht alvorens het aan de Minister van Economie wordt overgemaakt. Het college bestaat uit minstens twee leden van het Bestuur en uit een vertegenwoordiger van de Minister van Economie. Het college past indien nodig het gemotiveerde voorstel van beslissing aan en richt het aan de Minister van Economie.

Binnen drie weken na ontvangst van het voorstel richt de Minister van Economie een principiële beslissing aan het Bestuur dat er de promotor over inlicht. Binnen twee weken na de ontvangst van de principiële beslissing van de Minister van Economie kan de promotor een uiteenzetting aan het Bestuur richten met de redenen waarom hij om een nieuwe opening van het dossier verzoekt. Het Bestuur maakt een bijkomende nota op en maakt bedoelde nota en de uiteenzetting van de promotor aan de Minister van Economie over, die kan beslissen om zijn beslissing naar gelang van de nieuwe elementen van het dossier te herzien."

**Art. 69.** Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het woord "Desnoods" wordt vervangen door de woorden "Indien de Minister van Economie beslist een tegemoetkoming te verlenen,";

2° de woorden "het Bestuur Economie" worden telkens vervangen door de woorden "het Bestuur".

**Art. 70.** Artikel 66 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van de beslissing van de Minister van Economie tot toekenning van een tegemoetkoming, richt het Bestuur de gemotiveerde beslissing en, in voorkomend geval, de overeenkomst waarvan sprake in artikel 65 aan de promotor."

2° de woorden "het Bestuur Economie" worden telkens vervangen door de woorden "het Bestuur".

**Art. 71.** In hetzelfde besluit wordt een Titel IV/1, die artikel 69/1 bevat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Titel IV/1. Tegemoetkomingsaanvragen bedoeld in artikel 109 van het decreet

Art. 69/1. De Hoofdstukken I tot V van Titel IV en Titel V zijn van toepassing op de tegemoetkomingsaanvragen.

Voor wat betreft de toegelaten mechanismen en de minimale tegemoetkomingspercentages, gaat het om degene vastgelegd bij de gemeenschappelijke raamregeling voor steun van staatswege voor het onderzoek, de ontwikkeling en de innovatie (2006/C 323/01)."

**Art. 72.** In artikel 72 van hetzelfde besluit worden de woorden "binnen de dertig dagen" vervangen door de woorden "binnen de dertig kalenderdagen".

**Art. 73.** In artikel 73 van hetzelfde besluit worden de woorden "binnen de dertig dagen" vervangen door de woorden "binnen de dertig kalenderdagen".

**Art. 74.** In artikel 83 van hetzelfde besluit wordt het woord "technologische" opgeheven.

**Art. 75.** Artikel 84 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 7° wordt vervangen als volgt :

"7° voorstellen uit te werken voor maatregelen die de onderlinge aansluiting van de tegemoetkomingen bedoeld in het decreet, de andere tegemoetkomingen vallend onder het onderzoeks-, ontwikkelings- en innovatiebeleid van het Waalse Gewest en de tegemoetkomingen vallend onder het economisch ontwikkelingsbeleid van het Waalse Gewest bevorderen;"

2° in 11° wordt het woord "technologische" opgeheven.

**Art. 76.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

**Art. 77.** De Minister van Onderzoek en de Minister van Economie zijn, elk wat hem betreft, bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT